



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services Canada
Canada Place/Place du Canada
10th Floor/10e étage
9700 Jasper Ave/9700 ave Jasper
Edmonton
Alberta
T5J 4C3
Bid Fax: (418) 566-6167

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Canada Place / Place du Canada
10th Floor / 10e étage
9700 Jasper Ave / 9700 ave Jasper
Edmonton
Alberta
T5J 4C3

Title - Sujet BPV Safety Inspections MB	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW038-211683/A	Date 2021-05-14
Client Reference No. - N° de référence du client Various EW038-211683	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWU-404-12054	
File No. - N° de dossier PWU-0-43208 (404)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Mountain Daylight Saving Time MDT on - le 2021-06-16 Heure Avancée des Rocheuses HAR	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Singh, Vinay	Buyer Id - Id de l'acheteur pwu404
Telephone No. - N° de téléphone (587) 341-8025 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 566-6167
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA ATB PLACE JASPER AVENUE NW EDMONTON Alberta T5J4C3 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	4
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE.....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	10
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	12
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	12
6.4 DURÉE DU CONTRAT	12
6.5 RESPONSABLES.....	13
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	14
6.7 PAIEMENT.....	14
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	15
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
6.10 LOIS APPLICABLES	15
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
6.12 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	15
6.13 EXIGENCES PARTICULIÈRES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	16
6.14 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	16
6.15 ATTESTATIONS - CONTRAT	16
ANNEXE « A ».....	17
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	17
ANNEXE « B ».....	34
BASE DE PAIEMENT	34

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »	39
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	39
ANNEXE « D »	42
CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE	42
ANNEXE « E »	45
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	45
ANNEXE « F » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	47
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	47
ANNEXE « G »	48
INVENTAIRE (VOIR PIÈCE JOINTE)	48

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

1.2 Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 6.2 des clauses du contrat éventuel.

Les travaux comprennent Inspections en service périodiques, à la fois externes et internes, de la totalité des chaudières, réservoirs sous pression, réseaux de canalisations sous pression et dispositifs de sécurité associés installés dans des installations appartenant au gouvernement fédéral et situées dans la province du Manitoba conformément aux exigences du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (RCSST), en application du *Code canadien du travail*, partie II.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région de l'Ouest de TPSGC

Les fournisseurs sont fortement encouragés à soumettre leurs offres par voie électronique, en utilisant l'application Connexion postel de Postes Canada, pour répondre à cette demande de soumission. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel à l'adresse suivante:

roreceptionSoumissions.wrbidreceiving@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postel est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Les soumissions télécopiées seront acceptées au 1-418-566-6167.

Les soumissions en format papier (remis en personne ou par la poste ou par messagerie) ne seront pas acceptées dans le cadre de cette demande de soumission.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Les fournisseurs sont fortement encouragés à soumettre leurs offres par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

Les soumissions télécopiées seront acceptées au 1-418-566-6167.

Les soumissions en format papier (remis en personne ou par la poste ou par messagerie) ne seront pas acceptées dans le cadre de cette demande de soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T _____ (2013-11-16) Fluctuation du taux de change

3.1.3 Clauses du *Guide des CCUA*

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'annexe « D ».

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26), Évaluation du prix-soumission

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - cotation numérique minimale

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
 - c. obtenir au moins **62.5 points** pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte **105 points**.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social](#)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

[Canada \(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4\).](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4)

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.1.1 Clause du *Guide des CCUA* [A3005T](#) (2010-08-16) Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.2 Études et expérience

5.2.3.2.2 Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16) Études et expérience

5.2.3.3 Assurance - preuve de disponibilité avant attribution du contrat

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « E ».

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par le PSC, TPSGC, ces derniers NE peuvent PAS PÉNÉTRER sur les lieux sans une escorte.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à Annexe « A ».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du _____ À déterminer _____ inclusivement.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Vinay Singh
Titre : a/ Spécialiste intérimaire de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
La Direction générale des approvisionnements, région de l'Ouest
Direction : RPC
Adresse : Place du Canada, Suite 1000
9700 Jasper Avenue
Edmonton, AB T5J 4C3
Téléphone : 587-341-8025
Télécopieur : 1-418-566-6167
Courriel : vinay.singh@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est - **À déterminer**

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de **À déterminer \$**. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de **À déterminer \$**. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard

6.7.3 Modalités de paiement

[H1008C](#) (2008-05-12), Paiement mensuel

6.7.4 Clauses du Guide des CCUA

[A9117C](#) (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

[C0705C](#) (2010-01-11) – Vérification discrétionnaire des comptes

[C0710C](#) (2007-11-30) – Vérification du temps et du prix contractuel

6.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
Chaque facture doit être appuyée par:
 - a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
 - d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales – 2010C(2020-05-28) - services (complexité moyenne)
- c) Annexe A, exigences techniques;
- d) Annexe B, base de paiement;
- e) Annexe C, liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- f) Annexe D, critères d'évaluation technique;
- g) Annexe E, Assurance – exigences;
- h) Annexe F, instruments de paiement électronique;
- i) Annexe G, Inventaire;
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____,

6.12 Clauses du Guide des CCUA

A9062C(2011-05-16) – Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

A9068C(2010-01-11) – Règlements concernant les emplacements du gouvernement

6.13 Exigences particulières en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à Annexe E. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.14 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

6.15 Attestations - contrat

SACC Manual clause A3015C (2014-06-26) Attestations - contrat

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Titre du projet : Inspections en service périodiques, à la fois externes et internes, de la totalité des chaudières, réservoirs sous pression, réseaux de canalisations sous pression et dispositifs de sécurité associés installés dans des installations appartenant au gouvernement fédéral et situées dans la province du Manitoba.

Références :

1. *Code canadien du travail* (L.R.C. [1985], ch. L-2)
2. *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (DORS/86-304)
3. Directive sur la santé et la sécurité au travail du Conseil national mixte (1^{er} janvier 2011)

1. Objectifs et terminologie

1.1 Objectifs

La présente annexe A décrit les activités minimales d'inspection des chaudières, des réservoirs sous pression, des réseaux de canalisations sous pression et des dispositifs de sécurité connexes en service conformément aux exigences du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (RCSST), en application du *Code canadien du travail*, partie II.

1.2 Contexte

Les lois et règlements du gouvernement du Canada en matière de santé et de sécurité au travail qui touchent la fonction publique du Canada exigent que la totalité des chaudières, réservoirs sous pression, réseaux de canalisations et dispositifs de sécurité connexes en service soient inspectés et vérifiés aux fréquences prescrites par un « inspecteur qualifié », afin de déterminer si les exigences de santé et de sécurité sont satisfaites.

1.3 Limitations

Ce contrat est limité aux seules inspections en service telles que définies par le National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors (NBBPVC).

La référence 3 (*Directive sur la santé et la sécurité au travail* du Conseil national mixte) définit un organisme d'inspection autorisé conformément à la section 3.2 du *Boilers and Pressure Vessels Code* de l'American Society of Mechanical Engineers (ASME). L'accréditation par l'ASME n'est pas applicable à ce contrat. Toutefois, elle est prise en compte en cas de nouvelles installations sur des propriétés fédérales lorsque la province ne peut pas ou ne souhaite pas fournir les services concernés.

1.3 Terminologie

accessoire désigne un dispositif de régulation, de contrôle ou de mesure soumis à une pression interne et fixé à une chaudière, à un réservoir sous pression ou à un réseau de canalisations;

arrêt (non planifié) signifie qu'une chaudière ou un réservoir sous pression qui est raccordé à un service mécanique et/ou électrique et qui est normalement opérationnel est arrêté en raison d'un dysfonctionnement imprévu ou d'une opération de réparation;

arrêt planifié signifie que la chaudière ou le réservoir sous pression est raccordé à un service mécanique et/ou électrique et est normalement capable de fonctionner, mais qu'il est arrêté en raison du calendrier d'exploitation de la centrale;

autorité contractante désigne un représentant de la Direction générale des approvisionnements de SPAC qui est responsable de l'établissement, de l'administration, de la gestion du protocole d'entente et/ou de toute modification ou question afférente;

autorité exploitante désigne un ministère ou un organisme de la fonction publique, ou son représentant désigné, responsable de l'exploitation et de l'entretien d'un bâtiment et des chaudières, réservoirs sous pression et réseaux de canalisations qui s'y trouvent;

autorité provinciale désigne l'organisme provincial ou territorial autorisé à effectuer des inspections de chaudières et de réservoirs sous pression;

responsable technique désigne le représentant de la Direction générale des biens immobiliers de SPAC, qui est responsable de toute question relative au contenu technique des inspections effectuées aux termes du contrat. L'identité du responsable technique est indiquée dans le contrat;

Canada désigne Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC);

certificat de qualification désigne un certificat délivré en vertu de la loi ou de l'ordonnance applicable sur les réservoirs sous pression, attestant que le titulaire possède les qualifications nécessaires pour le poste pour lequel le certificat est délivré;

chaudière – « eau chaude à basse pression » désigne une chaudière à eau chaude dont la pression ne dépasse pas 1 100 kPa (160 lb/po²) ou dont la température de fonctionnement ne dépasse pas 121 °C (250 °F);

chaudière – « haute pression » désigne une chaudière dans laquelle la vapeur ou le gaz est produit à plus d'une atmosphère-pressure ou qui contient un liquide dont la pression de fonctionnement est supérieure à 1 100 kPa (160 lb/po²) ou dont la température de service est supérieure à 121 °C (250 °F);

chaudière – « sans combustion » désigne une chaudière dans laquelle la vapeur d'eau ou autre vapeur est générée par une source de chaleur autre que la combustion et comprend une chaudière électrique;

chaudière – « vapeur basse pression » désigne une chaudière qui fonctionne à une pression de vapeur d'au plus une atmosphère-pressure;

chaudière contenant un hydrocarbure désigne une chaudière qui contient un hydrocarbure dont la température de fonctionnement ne dépasse pas 343 °C (650 °F);

chaudière de récupération désigne une chaudière à combustion indirecte qui utilise les gaz d'échappement produits par le procédé primaire pour produire de la vapeur;

Code (ou Code sur les chaudières) désigne la norme CSA B51-F19 (*Code sur les chaudières, les appareils et les tuyauteries sous pression*), 19^e édition;

condamnation signifie qu'une personne qualifiée doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'exploitation ou l'utilisation non autorisée d'une chaudière ou d'un réservoir sous pression;

déclassé qualifie un équipement qui a été débranché et isolé de façon permanente de tous les services mécaniques et électriques et qui ne peut plus fonctionner;

devoir : ce verbe est utilisé pour exprimer une obligation, c'est-à-dire une disposition obligatoire aux termes d'une loi ou d'une norme;

directeur régional désigne un administrateur public officiel désigné par le Canada pour administrer le programme d'inspection de sécurité dans la région où se trouve un établissement occupé ou utilisé par la fonction publique;

échangeur de chaleur désigne un réservoir sous pression tel qu'un condenseur, un évaporateur, un réchauffeur, un refroidisseur ou un appareil similaire qui n'est pas explicitement mentionné dans le Code, lorsque le côté tube ou le côté calandre, ou les deux, répondent à la définition d'un réservoir sous pression;

exercice financier désigne la période entre le 1^{er} avril et le 31 mars;

inconnu/non découvert auparavant désigne une chaudière, un réservoir sous pression ou un réseau de canalisations sous pression opérationnel qui n'est pas dans la période de garantie spécifiée par le fabricant, qui n'est pas recensé à l'annexe G, *Inventaire des chaudières et appareils à pression*, et pour lequel l'autorité exploitante n'est pas en mesure de fournir une preuve suffisante démontrant qu'une inspection documentée a bien eu lieu;

inspecteur qualifié désigne une personne reconnue en vertu des lois de toute province ou par le NBBPVC comme étant qualifiée pour inspecter des chaudières, des réservoirs sous pression et des réseaux de canalisations sous pression;

inspection (aux ultrasons) désigne une inspection non destructive à l'aide d'un dispositif aux ultrasons; elle permet déterminer l'état des composantes métalliques internes de l'équipement;

inspection (externe) désigne l'examen, exhaustif dans la mesure du raisonnable, des surfaces externes et des dispositifs de sécurité pendant que la chaudière ou le réservoir sous pression est en fonction;

inspection (interne) désigne l'examen, exhaustif dans la mesure du raisonnable et dans la mesure du possible eu égard au processus de construction; lorsque la chaudière ou le réservoir sous pression n'est pas en fonction et que les trous de poing ou des cheminées de visite sont ouverts ou retirés pour permettre l'inspection des composantes internes. S'il n'est pas possible d'effectuer une inspection visuelle, l'inspection peut être complétée par un essai de type non destructif;

modification désigne toute modification de l'article décrit dans le rapport de données original du fabricant qui nécessite une modification des calculs de conception ou qui a une incidence sur la capacité de la chaudière ou du réservoir sous pression;

neuf signifie une chaudière, un réservoir sous pression ou réseau de canalisations sous pression durant la période de garantie spécifiée par le fabricant à compter du moment de l'acceptation;

norme appropriée désigne une norme ou des normes, y compris leurs modifications successives, dans la mesure où la norme la plus récente assure le niveau de sécurité le plus élevé. Lorsque plus d'une norme satisfait à ce critère, la norme ou les normes doivent être choisies selon l'ordre de priorité suivant :

- i. norme prescrite par la partie II du *Code canadien du travail* et ses règlements d'application;
- ii. norme prescrite par les lois et les règlements provinciaux et territoriaux en matière de santé et de sécurité au travail;
- iii. toute norme reconnue, élaborée, approuvée, rédigée, publiée et/ou entretenue par un organisme accrédité qui assume une telle responsabilité, comme le Conseil canadien des normes (CCN) (et

l'organisme d'élaboration de normes pour l'Association canadienne de normalisation [ACN] du CCN) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO);

- iv. norme élaborée par une organisation gouvernementale sur un sujet qui relève de sa compétence (p. ex., Santé Canada, Transports Canada et Environnement Canada);
- v. norme élaborée par une association reconnue par une majorité de professionnels compétents dans le domaine visé par la norme (p. ex., l'American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers [ASHRAE]);

numéro d'enregistrement canadien (NEC) désigne un numéro d'enregistrement attribué par un gouvernement provincial qui permet l'utilisation d'un article sous pression dans la province ou le territoire;

organisme d'inspection autorisé (ci-après dénommé « inspecteur ») désigne un organisme d'inspection provincial, territorial ou autre qui :

- i. emploie des inspecteurs qualifiés (conformément à la définition ci-dessous);
- ii. est une autorité compétente au sens de la *Constitution* du NBBPVC ou une entité qui est accréditée conformément aux normes NB-369 (*Accreditation of Authorized Inspection Agencies [AIA] Performing Inservice Inspection Activities*) et NB-381 (*Quality Program for Inspection Organizations*);
- iii. ne passe pas de contrat avec un ministère ou un organisme de la fonction publique pour l'exploitation, la réparation ou l'entretien d'une chaudière, d'un réservoir sous pression ou d'un réseau de canalisations.

organisme d'inspection désigné désigne l'organisme d'inspection provincial, territorial ou autre engagé par le Canada pour inspecter les chaudières, les réservoirs sous pression ou les réseaux de canalisations d'une région géographique précise;

organisme d'inspection habilité par ASME désigne un organisme d'inspection provincial, territorial ou autre qui :

- i. emploie des inspecteurs qualifiés (conformément à la définition ci-dessous);
- ii. répond aux exigences provinciales ou territoriales du *Boilers and Pressure Vessels Code* de l'American Society of Mechanical Engineers (ASME) relatives à un organisme d'inspection autorisé (*Authorized Inspection Agency*);
- iii. ne passe pas de contrat avec un ministère ou un organisme de la fonction publique pour l'exploitation, la réparation ou l'entretien d'une chaudière, d'un réservoir sous pression ou d'un réseau de canalisations;

personne qualifiée désigne, à l'égard d'une tâche particulière, une personne qui, en raison de ses connaissances, de sa formation et de son expérience, est qualifiée pour s'acquitter de cette tâche de façon sécuritaire et appropriée;

pression signifie la pression mesurée en kilopascals, ou en livres par pouce carré au-dessus de la pression atmosphérique dominante;

pression de service maximale admissible (PSMA) désigne la pression de service maximale admissible indiquée dans le permis d'installation et le rapport d'inspection;

Programme d'inspection relatif au Code de sécurité (PICS) est un programme par lequel le Canada, par l'entremise du ministre de SPAC, établit et gère les inspections de chaudières, de réservoirs sous pression et des réseaux de canalisations connexes au nom de tous les ministères gardiens, afin de s'assurer que les inspections requises par le *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* sont bien effectuées. Grâce à un système national de gestion des données, SPAC saisit et contrôle les données démontrant que les inspections requises par CCT II ont bien eu lieu;

rapport de données du fabricant désigne un document sous une forme acceptée par lequel un fabricant certifie qu'une chaudière, un réservoir sous pression ou un serpentín sous pression chauffé par le feu a été fabriqué conformément au code ASME ou à la norme CSA B51-F19. Le document fournit une description technique de l'appareil, est signé par un représentant du fabricant et prévoit le contreseing d'un inspecteur ou d'un inspecteur autorisé, au besoin;

rapport sur les critères d'inspection (rapport d'inspection) désigne un document élaboré pour chaque chaudière, réservoir sous pression ou réseau de canalisations qui décrit les caractéristiques physiques des équipements visés, et notamment les éléments suivants : le **nom du propriétaire, le nom de l'endroit où se trouve l'équipement, l'adresse du bâtiment et la pièce où se trouve l'équipement**, le nom du fabricant, le numéro de série, l'année de fabrication, le numéro d'enregistrement canadien, la pression de service maximale admissible, la pression ou la température maximale à laquelle l'appareil peut fonctionner, le numéro d'enregistrement du gouvernement du Manitoba, les dimensions ou la capacité, la surface de chauffe, le nom de l'inspecteur, la date d'inspection, la date d'échéance des mesures correctives, les anomalies signalées par l'inspecteur. Ce rapport énonce également les critères et les exigences minimales qui doivent être remplis par l'équipement et dont le non-respect peut justifier des mesures correctives ou une réinspection;

recommander : ce verbe (de même que les mots qui en sont dérivés) est utilisé pour exprimer une recommandation, c'est-à-dire une mesure recommandable, mais non nécessairement obligatoire;

registre d'inspection désigne un document délivré par un inspecteur ou un organisme d'inspection qualifié à l'égard d'une chaudière, d'un réservoir sous pression ou d'un réseau de canalisations; ce document atteste que l'équipement concerné a été inspecté et consigne les observations de l'auteur sous forme d'un rapport d'inspection aux fins d'information et pour permettre à l'autorité exploitante de se conformer, s'il y a lieu, aux normes minimales du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (RCSST), conformément au *Code canadien du travail*, partie II;

réinspection désigne une nouvelle inspection d'un équipement après que des modifications ou des réparations requises par l'inspecteur ont été effectuées, conformément aux directives qu'il a formulées lors d'une inspection précédente pour laquelle le rapport d'inspection ou le certificat d'inspection était « en suspens »;

réparation désigne tout travail requis pour remettre une chaudière ou un réservoir sous pression dans un état de marche satisfaisant et sécuritaire, pour autant que la réparation n'entraîne aucune modification à la conception originale;

réseau de canalisations désigne un assemblage de tuyaux, d'accessoires, de valves, de dispositifs de sécurité, de pompes, de compresseurs et d'autres pièces d'équipement fixes qui contiennent du gaz, des vapeurs ou des liquides sous pression et qui est relié à une chaudière ou à un réservoir sous pression;

réservoir de dilatation désigne un réservoir sous pression installé dans un système fermé de chauffage ou de refroidissement de l'eau chaude afin de fournir un coussin pneumatique pour la dilatation de l'eau;

réservoir de stockage désigne soit un réservoir sous pression qui sert à stocker de l'eau chaude et qui n'est pas équipé d'une unité de chauffage, soit un réservoir sous pression qui sert à stocker de l'eau réfrigérée dans un système fermé de refroidissement sous pression;

réservoir hydropneumatique désigne un réservoir sous pression contenant à la fois de l'eau et de l'air, dont la compression ne sert que d'amortisseur;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

réservoir sous pression désigne un récipient fermé, autre qu'une chaudière, qui est utilisé pour contenir, stocker, distribuer, transférer, distiller, traiter ou autrement manipuler un gaz, une vapeur ou un liquide sous pression dépassant les limites de service et de taille du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*, conformément à la partie II du *Code canadien du travail*;

technicien en essais non destructifs (END) désigne une personne qui effectue des essais non destructifs et qui est certifiée pour effectuer de tels essais en vertu des exigences et de la certification de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), Essais non destructifs – Qualification et certification du personnel (ISO 9712: 2000);

température maximale signifie la température maximale qui est spécifiée par le fabricant dans les plans et spécifications acceptés et enregistrés par les autorités provinciales, et qui est indiquée dans le rapport d'inspection, le cas échéant.

2. Activités d'inspection

2.1 Responsabilités de l'inspecteur – Généralités

L'inspecteur doit :

1. en s'appuyant sur l'inventaire des équipements à l'annexe G, inspecter chaque chaudière, réservoir sous pression et/ou réseau de canalisations sous pression, ainsi que les dispositifs de sécurité qui y sont raccordés, et être responsable de l'exécution de toutes les activités et/ou directives énoncées dans la présente annexe A, *Description technique pour l'inspection des chaudières, réservoirs sous pression et réseaux de canalisations sous pression*, ci-après dénommée *Description technique* par souci de concision;
2. faire les arrangements nécessaires et exécuter les activités décrites à la présente annexe de façon à interférer/déranger le moins possible l'utilisation des installations par leurs occupants;
3. veiller à ce que ses employés se conforment à tous les aspects des exigences relatives à la sécurité, ce qui comprend l'obtention des cotes de sécurité donnant accès aux lieux de travail;
4. se conformer à toutes les instructions ou directives émises par l'autorité exploitante en ce qui concerne les questions liées à la santé et à la sécurité pour chaque lieu de travail.

2.2 Sécurité du projet

1. Nonobstant toute autre exigence relative à la sécurité décrite dans la présente section, dans toute autre section de l'annexe A ou dans d'autres documents connexes, l'**inspecteur** doit élaborer par écrit un plan de sécurité du projet faisant état des procédures et des pratiques de travail sécuritaire, que tout le personnel qui travaille sur le lieu du projet ou qui y a accès doit adopter.
2. Le plan de sécurité du projet doit tenir compte de la loi, des codes et des règlements adoptés par une province en matière de sécurité, et s'y conformer, sauf lorsqu'il existe une exigence de se conformer à une loi, à un code ou à un règlement plus rigoureux figurant ailleurs dans le document. Tous les dangers connus et les risques potentiels doivent être recensés, et il incombe à l'inspecteur de se familiariser avec tous les codes, lois, règlements et exigences techniques en matière de sécurité s'appliquant au contrat.
3. Les activités de la présente annexe A doivent être recensées et abordées dans le plan de sécurité du projet, en y indiquant les procédures d'exploitation normalisées et les pratiques de travail sécuritaires. Il s'agit notamment de mesures de contrôle claires et précises ainsi que les règles, les procédures et les pratiques applicables en matière de sécurité, qui deviennent alors toutes obligatoires.
4. Un plan de sécurité du projet sera soumis au responsable technique pour être inclus dans les documents de soumission. Un plan de sécurité du projet révisé sera soumis au plus tard cinq (5) jours ouvrables après l'identification de tout danger potentiel ou nouveau, ou à la demande du responsable technique.
5. La soumission du plan de sécurité du projet ne présuppose pas l'approbation et ne libère pas l'inspecteur de ses obligations légales concernant les exigences en matière de santé et de sécurité au travail telles que spécifiées par la législation provinciale.
6. L'**inspecteur** doit s'assurer que tous les travailleurs et toutes les personnes à son emploi qui accèdent au lieu de travail connaissent l'existence du plan de sécurité du projet et en ont obtenu copie. L'**inspecteur** doit s'assurer que les exigences relatives à la sécurité, les procédures et les pratiques de travail sécuritaires ainsi que toute la législation applicable en matière de sécurité sont connues et respectées. Les personnes qui ne se conforment pas aux lois, aux règlements, aux directives et aux autres exigences de ce contrat relativement à la sécurité ne seront pas autorisées à entrer sur le lieu de travail.

2.3 Sécurité

1. **L'inspecteur** peut faire l'objet de vérifications de sécurité supplémentaires exigées pour des installations du gouvernement du Canada qui ne relèvent pas de SPAC. **L'inspecteur** doit se soumettre à toutes les demandes de vérification de sécurité supplémentaires et se conformer à toutes les exigences relatives à la sécurité que prescrivent d'autres ministères ou organismes du gouvernement du Canada.
2. Les employés de **l'inspecteur** devront avoir sur eux leur document d'identité chaque fois qu'ils fournissent des inspections dans les locaux du gouvernement du Canada et ils devront les présenter sur demande de l'autorité exploitante.
3. Si les résultats de la vérification de sécurité d'un requérant ne sont pas concluants et/ou si la cote de sécurité n'est pas accordée, le requérant concerné ne sera pas admis dans les locaux du gouvernement du Canada pour l'exécution du présent contrat.
4. Le gestionnaire immobilier ou le responsable de la sécurité pourra remettre sur demande des laissez-passer et des clés aux personnes qui doivent avoir accès à certains secteurs (protégés ou autres) des installations du gouvernement du Canada.
5. Les clés et les laissez-passer remis et contrôlés par le gestionnaire de l'immobilier ou le responsable de la sécurité sont la responsabilité de **l'inspecteur** et ne doivent pas sortir des lieux de travail sans l'autorisation écrite de l'autorité d'exploitation.
6. À la fin du présent contrat, **l'inspecteur** retourne tous les documents d'identification délivrés par le gouvernement qu'il a en sa possession.
7. Le Canada n'est pas responsable d'aucun coût encouru par **l'inspecteur** découlant de la présente sous-section 2.3 (*Sécurité*) de la présente annexe A (*Description technique*).

2.4 Inventaire

1. La totalité des chaudières, réservoirs sous pression, réseaux de canalisations et dispositifs de sécurité associés connus au moment de l'appel d'offres, et qui font l'objet de la présente annexe A, *Description technique*, sont identifiés à l'annexe G, *Inventaire des chaudières et appareils à pression*, ci-après dénommée *Inventaire* par souci de concision.
2. Le responsable technique peut ajouter ou retirer tout article d'inventaire identifié à l'annexe C, *Inventaire des chaudières et appareils à pression*,.
3. **L'inspecteur** vérifie que chaque article d'inventaire figurant à l'annexe G, *Inventaire*, est muni d'une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement provincial. En l'absence de l'étiquette d'identification, ou si cette dernière est illisible, **l'inspecteur** doit en informer le représentant ministériel par l'entremise du registre d'inspection.
4. Lorsqu'on découvre une chaudière ou un réservoir sous pression opérationnel qui ne figure pas à l'annexe G et qui ne fait pas l'objet d'une exemption à la section 2.8 (*Exemptions*), **l'inspecteur** doit en informer l'autorité exploitante et demander une approbation pour effectuer les inspections nécessaires. Si l'approbation est donnée, **l'inspecteur** doit effectuer l'inspection requise et fournir un registre d'inspection conformément à la sous-section 2.9 – *Registre d'inspection*. Si l'approbation n'est pas accordée, **l'inspecteur** doit remplir un rapport individuel sur les critères d'inspection ou rapport d'inspection (figurant à l'annexe I (*insérer au moment de l'attribution du contrat*)) en y précisant que l'inspection requise n'a pas été effectuée et en y indiquant la raison de cette annulation.
5. Lorsque des inspections sont effectuées pour des équipements inconnus ou non découverts auparavant conformément à la section 4 ci-dessus, **l'inspecteur** doit envoyer un avis écrit à le responsable technique sous la forme d'un rapport sur les critères d'inspection pour chaque équipement nouvellement identifié. Le rapport sur les critères d'inspection doit décrire l'équipement conformément à l'annexe H, *Index des classes ou des types de chaudières et réservoirs sous pression* (*insérer au moment de l'attribution du contrat*, tout en indiquant pourquoi il doit être inspecté et quelle section du code il doit respecter pour être en conformité. Le registre d'inspection, le rapport sur les critères d'inspection et/ou tout rapport d'anomalies sera considéré comme nouveau. Le terme « NEW » doit être inscrit à la place du numéro de l'inventaire et du numéro de bon de travail qui

devraient normalement figurer dans le nom du fichier électronique. Lorsqu'il y a plus d'un nouvel appareil dans le même édifice, ces appareils doivent être respectivement numérotés à partir du chiffre un (1) après le terme « NEW ».

6. Les inspections de nouveaux équipements non énumérés à l'annexe G, *Inventaire*, seront remboursées au coût fixe énoncé à l'annexe B, Base de paiement, mais seulement si le rapport sur les critères d'inspection et le registre d'inspection ont été établis et soumis conformément à la présente sous-section.
7. Lorsque l'équipement énuméré à l'annexe G, *Inventaire*, a été déclassé ou retiré de façon permanente du bâtiment, l'**inspecteur** doit remplir un registre d'inspection indiquant l'état de l'équipement et demander à l'autorité exploitante de retourner l'étiquette d'inventaire de SPAC au responsable technique, s'il y a lieu.
8. Aucun équipement qui est exempté de ces exigences d'inspection ne sera inspecté, à moins qu'une inspection soit demandée par écrit par l'autorité exploitante et approuvée par le responsable technique. Dans ce dernier cas, les inspections figureront au registre d'inspection avec la mention « inspection à la demande du client ». On retirera des factures toute demande de règlement liée à des inspections effectuées sur des appareils qui ne sont pas conformes aux exigences prévues dans la présente section.
9. Exception faite des « inspections à la demande du client », l'**inspecteur** ne doit pas sciemment inspecter les appareils exempts. Pour les « inspections planifiées » qui auraient dû faire l'objet d'une exemption, il faut appliquer les mesures suivantes :
 - l'inspecteur doit présenter un rapport sur les critères d'inspection annulé accompagné d'une description exhaustive de la raison pour laquelle l'appareil n'est plus ou n'a jamais été conforme aux exigences minimales de l'inspection;
 - l'inspecteur doit signer et dater le rapport d'inspection annulé;
 - l'inspecteur doit laisser une copie du registre d'inspection annulé auprès de l'autorité exploitante et en envoyer une copie au représentant du Ministère;
 - l'inspecteur ne doit pas présenter une demande de règlement pour des services d'inspection s'il modifie l'état des exigences d'inspection d'un cycle d'inspection à l'autre.
 - L'inspecteur ne peut réclamer un remboursement aux termes de la présente sous-section que si l'équipement a été identifié de manière erronée par un autre fournisseur d'inspection. Le remboursement ne sera effectué qu'avec l'accord écrit du responsable technique, et la demande de remboursement visera le coût fixe indiqué à l'annexe B, *Base de paiement*, pour le type d'inspection approuvé.

2.5 **Fréquences d'inspection**

Les fréquences d'inspection seront conformes aux prescriptions du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* :

1. Toute chaudière à haute pression, chaudière à eau chaude à haute température et chaudière à vapeur à basse pression en service sur un lieu de travail doit faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une (1) fois par année;
 - inspection interne, au moins une fois tous les deux (2) ans;
2. Toute chaudière à eau chaude à basse pression et toute chaudière sans combustion utilisée sur un lieu de travail doit faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une fois tous les deux (2) ans;
 - inspection interne, au moins une fois tous les quatre (4) ans;
3. Toute chaudière contenant un hydrocarbure à basse pression utilisée sur un lieu de travail doit faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une fois tous les deux (2) ans;
 - inspection interne, au moins une fois tous les trois (3) ans.

4. Toute chaudière de récupération de chaleur utilisée sur un lieu de travail doit faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une (1) fois par année;
 - inspection interne :
 - (i) au moins une fois tous les deux (2) ans;
 - (ii) si une mesure d'épaisseur par ultrasons est effectuée chaque année par un technicien en END, au moins une fois tous les trois (3) ans.
5. Les réservoirs sous pression autres que les réservoirs sous pression enterrés dont la vitesse de corrosion dépasse 0,1 mm de perte de métal par an doivent faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une (1) fois par année;
 - inspection interne :
 - (i) au moins une fois tous les deux (2) ans;
 - (ii) si une mesure d'épaisseur par ultrasons est effectuée chaque année par un technicien en END, au moins une fois tous les six (6) ans.
6. Les réservoirs sous pression autres que les réservoirs sous pression enterrés dont la vitesse de corrosion ne dépasse pas 0,1 mm de perte de métal par an doivent faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une (1) fois par année;
 - inspection interne :
 - (i) au moins une fois tous les quatre (4) ans;
 - (ii) si une mesure d'épaisseur par ultrasons est effectuée chaque année par un technicien en END, au moins une fois tous les trois ans.
7. Les réservoirs d'air en service sur un lieu de travail doivent faire l'objet d'une :
 - inspection externe, au moins une (1) fois par année;
 - inspection interne, au moins une fois tous les cinq (5) ans.

2.6 Inspections planifiées

Des inspections externes et internes doivent être effectuées pour tout équipement figurant à l'annexe G, *Inventaire*, laquelle doit être fournie par le responsable technique conformément au paragraphe 2.5, ou plus fréquemment, si nécessaire, dans le but de garantir la santé et la sécurité des employés, de **l'inspecteur** et/ou des personnes autorisées à accéder à des installations du gouvernement du Canada. Le responsable technique sera informée de tout écart par rapport aux inspections prévues. Si l'inspection interne est impraticable ou qu'elle est physiquement impossible, **l'inspecteur** doit en indiquer la raison sur le certificat d'inspection au moment de l'inspection externe (opérationnelle).

2.61 Exemptions spéciales concernant la fréquence des inspections

Les réservoirs sous pression qui fonctionnent sans aucun contrôle de sécurité ou de fonctionnement vérifiable et qui ne sont pas des soupapes de sûreté (SS) ou des soupapes de décharge (SD) peuvent être inspectés de façon externe lorsqu'ils ne sont pas en service, à condition que la SS/SD soit inspectée et que les exigences de service du Code relatives à la SS/SD puissent être vérifiées. L'inspection interne et l'inspection externe peuvent être effectuées en même temps. Nonobstant ce qui précède, les stérilisateurs et les cuiseurs doivent faire l'objet d'une inspection externe annuelle tant que le réservoir est en service.

Les réservoirs sous pression en service non corrosif que le rapport de données du fabricant définit comme étant conçus pour un service non corrosif risquent d'être exposés à des processus de détérioration tels que la corrosion interne lorsqu'ils sont ouverts en vue d'une inspection interne. En d'autres circonstances, ces réservoirs sous pression en service non corrosif ne sont pas exposés à des risques de corrosion interne. Par conséquent, les réservoirs sous pression en service non corrosif peuvent être exemptés d'inspection interne sans qu'il soit nécessaire de demander des essais non destructifs pour compléter l'inspection interne.

L'inspection interne des chaudières en fonte, en fonte d'aluminium, à serpentin et à tuyau à ailettes est une inspection interne côté feu. L'inspection interne des chaudières électriques est une inspection interne

côté eau. L'inspection interne des autres types de chaudières comprendra une inspection interne côté feu et côté eau.

2.7 Essais non destructifs

Pour les seuls cas où les inspections internes ne peuvent être effectuées physiquement ou raisonnablement, **l'inspecteur** peut demander que soient réalisés des essais non destructifs en supplément ou en complément d'une inspection externe. L'autorité exploitante réalisera un essai non destructif accompagné d'un rapport écrit des résultats de l'essai. **L'inspecteur** examinera les rapports de l'autorité exploitante et utilisera le gabarit de registre d'inspection du Ministère pour les mesures d'épaisseur par ultrasons (voir l'annexe K (*insérer au moment de l'attribution du contrat*)).

1. On doit procéder à une réinspection lorsqu'on considère que le fonctionnement d'une chaudière, d'un réservoir sous pression ou d'un dispositif de sécurité connexe n'est pas sécuritaire et qu'on le condamne afin d'empêcher son utilisation. L'appareil doit également être inspecté de nouveau après que des modifications ou des réparations ont été effectuées pour s'assurer que l'appareil peut fonctionner de manière sécuritaire. La nouvelle inspection doit être effectuée avant que l'appareil ne soit remis en fonction.
2. Lorsqu'une réinspection est nécessaire, **l'inspecteur** doit, selon les directives de l'autorité exploitante, coordonner la planification de la nouvelle inspection, le cas échéant, après la correction des écarts ou des problèmes de non-conformité.
3. Lorsque l'autorité exploitante demande une réinspection aux termes de la présente section, **l'inspecteur** procède à l'inspection et indique aussi bien sur le registre d'inspection que sur la facture que l'inspection est une « **réinspection** ».
4. En plus de porter la mention « réinspection », le registre d'inspection doit contenir le numéro d'inventaire initial en vertu duquel la réinspection est effectuée.
5. Nonobstant ce qui précède, le responsable technique, l'autorité exploitante et/ou **l'inspecteur** peuvent à tout moment demander ou recommander des inspections et/ou des essais supplémentaires pour toute chaudière, tout réservoir sous pression et/ou tout dispositif de sécurité connexe. La justification sera documentée et envoyée au responsable technique pour obtenir l'approbation des inspections supplémentaires.

2.8 Exemptions

1. Nul ne pourra utiliser une chaudière, un réservoir sous pression ou un réseau de canalisations sous pression si ladite pièce n'a pas été inspectée par un inspecteur conformément au *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*, partie V (*Chaudières et réservoirs sous pression*) et si l'inspecteur n'a pas certifié que ladite pièce peut être utilisée en toute sécurité.
2. L'application du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*, partie V (*Chaudières et réservoirs sous pression*) et les exigences du présent document ne s'appliquent pas dans les cas suivants :
 - une chaudière de chauffage dont la surface de chauffe mouillée est de 3 m² (302 pi) ou moins;
 - un réservoir sous pression d'une capacité de 40 L (1,5 pi³) ou moins;
 - un réservoir sous pression destiné à fonctionner à une pression de 1 atmosphère-pression ou moins;
 - un réservoir sous pression dont le diamètre intérieur est de 152 mm (6 po) ou moins;
 - un réservoir sous pression dont le diamètre intérieur est de 610 mm (24 po) ou moins et qui sert à stocker de l'eau chaude;
 - un réservoir sous pression dont le diamètre intérieur est de 610 mm (24 po) ou moins, qui est relié à un système de pompage d'eau, et qui contient de l'air comprimé utilisé comme amortisseur;
 - un réservoir hydropneumatique dont le diamètre intérieur est de 610 mm (24 po) ou moins;
 - un pipeline interprovincial ou international;
 - une installation de réfrigération d'une puissance de 18 kW ou moins.

3. Séparation des tâches. Une personne qui exploite, répare ou entretient une chaudière, un réservoir sous pression ou un réseau de canalisations (ou toute partie de ceux-ci) pour le compte du gouvernement du Canada ne doit pas inspecter la chaudière, le réservoir sous pression ou le réseau de canalisations dans le but de satisfaire aux exigences de la partie V du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* et du présent document.

2.9 Coordination et planification

1. En consultation avec chacune des autorités exploitantes, **l'inspecteur** doit établir le calendrier des inspections des chaudières, des réservoirs sous pression et du réseau de canalisations exploités sur le lieu de travail de l'autorité exploitante en question. Si l'autorité exploitante et l'inspecteur ne peuvent s'entendre, le responsable technique doit en être informée.
2. Les inspections doivent être effectuées durant les heures normales d'ouverture, du lundi au vendredi, entre 8 h et 17 h, ou au moment convenu avec l'autorité exploitante. **L'inspecteur** doit être rémunéré au taux établi dans l'annexe B, *Base de paiement*, pour le type d'inspection réalisée pendant les heures normales de travail.
3. Lorsque l'autorité exploitante demande que des inspections soient menées en dehors des heures normales d'ouverture, elle doit fournir une autorisation écrite avant le début des inspections et en envoyer une copie au responsable technique. **L'inspecteur** doit être rémunéré au taux établi dans l'annexe B, *Base de paiement*, pour les inspections réalisées hors des heures normales de travail.
4. Lorsque des inspections ont été coordonnées et prévues conformément à la présente section et qu'on empêche ou refuse l'accès au bâtiment sans que **l'inspecteur** ait reçu un avis de 24 heures, **l'inspecteur** doit immédiatement en aviser le responsable technique et prendre des arrangements avec l'autorité exploitante pour planifier une nouvelle visite afin d'exécuter le contrat.
5. **L'inspecteur**, sur avis écrit transmis au responsable technique faisant état de ce refus d'accès, sera remboursé au titre de la tentative d'inspection à la hauteur des dépenses normales liées à sa visite. Une deuxième visite aux fins d'inspection, rémunérée conformément à l'annexe B, *Base de paiement*, sera planifiée.
6. Lorsqu'un équipement figurant à l'annexe G n'est pas disponible ou prêt pour son inspection planifiée en raison d'un arrêt imprévu, du fait qu'il a été déclassé ou retiré du bâtiment, et si aucun avis d'annulation n'a été émis par l'autorité exploitante ou le responsable technique, **l'inspecteur** sera remboursé au titre des inspections planifiées approuvées à hauteur d'un montant correspondant aux dépenses normales liées à sa visite conformément à l'annexe B, *Base de paiement*. Tout avis d'annulation au sens de la phrase précédente se fera sous forme de correspondance écrite, sur papier ou par voie électronique.
7. L'autorité exploitante n'a aucune obligation d'accommodement et n'est responsable d'aucune revendication ou retard envers **l'inspecteur** pour les visites non prévues au calendrier, que ce soit pour le non-respect d'une visite prévue sur place ou toute autre circonstance.
8. La date limite pour effectuer les inspections de sécurité de toutes les chaudières, de tous les réservoirs sous pression, de tous les réseaux de canalisations et des dispositifs de sécurité connexes recensés à l'annexe G, *Inventaire*, est le 31 janvier pour la première année du contrat et le 31 décembre pour chaque période de prolongation.

2.10 Registre d'inspection

1. Une fois l'inspection terminée et si la chaudière, le réservoir sous pression ou le réseau de canalisations ont été jugés sûrs dans la mesure requise pour assurer la sécurité et la santé des employés, **l'inspecteur** doit rédiger un registre d'inspection distinct pour chaque type d'inspection effectuée. **L'inspecteur** doit utiliser la dernière version du gabarit de registre d'inspection fourni par le Ministère (annexe I (*insérer au moment de l'attribution du contrat*)).
2. **L'inspecteur** doit demander à l'autorité exploitante ou à son représentant de signer les rapports d'inspection remplis pour confirmer que l'inspection a été effectuée. Si l'autorité exploitante ne signe

- pas le rapport, l'**inspecteur** doit en informer le responsable technique par écrit dans un délai d'un jour ouvrable.
3. Le registre d'inspection susmentionné doit comprendre, entre autres, les éléments suivants :
- le type d'inspection (externe [opérationnelle], interne, END, réinspection);
 - la date d'inspection (MM-JJ-AAAA);
 - l'emplacement de l'appareil, ce qui comprend :
 - le nom de l'autorité exploitante;
 - le nom et/ou le numéro de l'immeuble, du campus ou du bien, le cas échéant;
 - l'adresse municipale de l'immeuble, du campus ou du bien;
 - l'étage, la zone et/ou la pièce où se trouve l'appareil;
 - la description de l'équipement conformément à l'annexe H (index de la classe/du type d'équipement (*insérer au moment de l'attribution du contrat*));
 - le numéro d'installation provincial, le cas échéant;
 - le numéro d'inventaire attribué par le PICS;
 - le numéro d'enregistrement canadien;
 - le numéro de série du fabricant;
 - l'année de fabrication ou de construction de l'appareil;
 - la pression de service maximale autorisée et la température maximale à laquelle la chaudière, le réservoir sous pression ou le réseau de canalisations peut fonctionner;
 - l'état de fonctionnement de la chaudière, du réservoir sous pression ou du réseau de canalisations doit être indiqué selon les termes suivants, qui sont définis à la section 1.3 – Terminologie :
 - opérationnel et sécuritaire pour l'usage auquel il est destiné;
 - sécuritaire pour l'usage auquel il est destiné, avec des directives/non-conformités;
 - arrêt imprévu;
 - arrêté et condamné;
 - déclassé;
 - retiré du bâtiment;
 - les directives à suivre et les délais associés. Le registre d'inspection identifiera le numéro de la directive à partir de la liste des directives les plus couramment publiées (figurant à l'annexe L (*insérer au moment de l'attribution du contrat*)). Si l'anomalie ou la non-conformité ne figure pas dans la liste fournie, elle doit être indiquée dans l'espace prévu à cette fin dans le registre d'inspection;
 - la date de la réinspection, s'il y a lieu;
 - la liste des recommandations non exécutoires qui pourraient améliorer les conditions de fonctionnement ou la conformité avec les codes et les règlements en vigueur;
 - le nom en caractères d'imprimerie et la signature de la personne qui a effectué l'inspection;
 - le nom en caractères d'imprimerie et la signature de l'autorité exploitante ou de son représentant;
 - l'accusé de réception du registre d'inspection avec le numéro de téléphone et la date de signature.
4. À l'issue de l'inspection, l'**inspecteur** doit fournir à l'autorité exploitante une copie originale signée du registre d'inspection. En guise de confirmation de réception, le registre d'inspection original doit également être signé par l'autorité exploitante ou par son représentant. En plus du document original en format papier, une copie électronique en format PDF doit être produite et remise au responsable technique, accompagnée du rapport sur les critères d'inspection ou du rapport sur les anomalies ou de directives, le cas échéant.

2.11 **Équipements non conformes**

1. Lorsque, durant une inspection, **l'inspecteur** constate qu'une chaudière, un réservoir sous pression ou un réseau de canalisations ne fonctionne pas dans la mesure requise pour assurer la santé et la sécurité des employés, il doit immédiatement :
 - a. produire un avis écrit d'arrêt décrivant la non-conformité aux normes ou la raison de cette mesure, et recenser les éléments non conformes ou qui enfreignent une directive, le code ou la loi et devant être corrigés ou réparés pour que la chaudière, le réservoir sous pression ou le réseau de canalisations puissent fonctionner de nouveau de manière sécuritaire; **l'inspecteur** doit remettre une copie de cet avis écrit à l'autorité exploitante et en envoyer immédiatement une copie électronique au responsable technique;
 - b. ordonner à l'autorité exploitante de mettre hors service et de condamner la chaudière, le réservoir sous pression ou le réseau de canalisations de la façon prescrite tout en annulant le registre d'inspection existant et en informant l'autorité exploitante qu'il est interdit d'utiliser l'équipement en question.
2. Lorsqu'une inspection aux termes de la présente annexe A, *Description technique*, a été réalisée pour une chaudière, un réservoir sous pression ou un réseau de canalisations, que l'équipement en question peut être exploité de façon sécuritaire en regard des critères essentiels de sécurité et de santé des employés, mais qu'il présente des anomalies mineures et/ou des cas de non-conformité, **l'inspecteur** doit délivrer un registre d'inspection à l'autorité exploitante conformément à la présente annexe. Ce registre doit indiquer toute directive ou recommandation qui pourrait améliorer les conditions de fonctionnement de l'appareil visé ou la conformité de celui-ci par rapport aux exigences actuelles du Code. Les appareils pourraient demeurer en service dans la mesure où les non-conformités mineures décelées ou les éléments visés par les recommandations formulées ne compromettent pas la sécurité des utilisateurs.
3. Après avoir corrigé la non-conformité ou effectué les réparations, et à la demande de l'autorité exploitante, **l'inspecteur** coordonne la planification de la réinspection conformément à la sous-section 2.6 de la présente annexe. Aucune chaudière, aucun réservoir et aucun réseau de canalisations sous pression ne sera certifié pour utilisation tant que l'inspecteur ne sera pas d'avis que l'équipement est sécuritaire en vue de l'usage auquel il est destiné. **L'inspecteur** sera remboursé pour une réinspection selon l'annexe B, Base de paiement.

3.1 **Responsabilités du responsable technique**

1. Au début du contrat, le responsable technique doit fournir à **l'inspecteur** une copie numérique de l'annexe G, *Inventaire*, sous forme électronique dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'effet du contrat. L'annexe G, *Inventaire*, comprendra les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter :
 - a. ministère gardien – autorité exploitante;
 - b. le nom du bâtiment ou l'adresse municipale;
 - c. le nom et le numéro de téléphone de l'autorité exploitante;
 - d. un numéro d'identification d'inventaire unique pour chaque appareil;
 - e. un numéro de fiche de travail pour chaque appareil pour justifier les services d'inspection;
 - f. une description de l'appareil.
2. Lorsqu'une autorité exploitante l'aura avisée, le responsable technique modifiera la liste de l'inventaire et annulera ou créera des fiches de travail aux fins d'inspection, selon le cas. Lorsque de nouvelles fiches de travail sont créées et/ou annulées, le responsable technique avisera **l'inspecteur** par écrit.
3. De temps à autre, l'autorité exploitante construira de nouveaux bâtiments ou bien vendra ou démolira des bâtiments existants. Lorsque le responsable technique est mise au courant de ces situations, **l'inspecteur** recevra un avis écrit lui indiquant d'ajouter ou de retirer lesdites installations du programme d'inspection.

3.2 **Correspondance**

Le responsable technique enverra et **l'inspecteur** réceptionnera toute correspondance, directive, tout ordre ou avis par courrier électronique et/ou sous forme électronique. L'inspecteur doit répondre à SCIPWestern@pwgsc.gc.ca pour ces correspondances, et ce dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant la réception pour les questions de routine, et dans un délai d'un (1) jour ouvrable pour une correspondance que SPAC a signalée comme étant « CRITIQUE » ou « URGENTE » dans le message. *
Veuillez noter que SPAC ne peut pas recevoir de courriels dont la taille dépasse 5 Mo.

3.3 **Soumission des documents finaux**

1. Sous réserve des exigences énoncées à la section 2 ci-dessus et dans la présente section, des copies de tous les registres d'inspection, rapports sur les critères d'inspection et/ou rapports sur les anomalies ou les directives, selon le cas, seront fournies au responsable technique sous forme électronique. Tous les documents doivent être présentés en format PDF, comprimés ou optimisés pour Fast Web View en limitant la taille du fichier à un maximum de 100 ko.
2. Lorsque des documents électroniques sont présentés en application de la présente section, ils doivent être protégés au moyen des fonctions de sécurité courantes au sein de l'industrie, de manière à permettre uniquement l'impression du document.
3. Tous les rapports d'inspection électroniques doivent être identifiés à l'aide d'une extension de nom de fichier comprenant le numéro d'inventaire et l'identificateur du document, comme il est indiqué ci-dessous.

Règle d'affectation des noms pour documents électroniques

Inventaire des chaudières et des réservoirs sous pression existants avec les numéros d'inventaire de SPAC

<i>Numéro d'inventaire</i>	<i>Type d'inspection</i>	<i>Identificateur</i>	<i>Exemple</i>
2193853	Rapport d'inspection externe	ER	2193853-ER
2193853	Rapport d'inspection interne	IR	2193853-IR
2193853	Résultats des essais non destructifs	NR	2193853-NR

Chaudière ou réservoir sous pression inconnu/non découvert auparavant

Numéro d'inventaire	Type d'inspection	Identificateur	Exemple
NEW	Rapport sur les critères d'inspection	CR	NEW-CR
NEW	Rapport d'inspection externe	ER	NEW -ER
NEW	Rapport d'inspection interne	IR	NEW-IR
NEW	Résultats des essais non destructifs	NR	NEW -NR
Lorsque plusieurs équipements figurent ci-dessus, ils seront numérotés de 01 au nombre applicable de nouvelles pièces d'équipement en service qui ont été trouvées, c'est-à-dire NEW01, NEW02, NEW03, NEW04.....etc.			NEW01-CR
			NEW02-CR
			NEW03-CR

4. Tous les rapports d'inspection remplis et/ou rapports sur les critères d'inspection applicables seront soumis au responsable technique sous forme électronique, conformément aux exigences énoncées dans la présente section, dans un délai maximum de trente (30) jours civils après la fin de l'inspection.
5. En plus des phrases (1) à (4) ci-dessus, tous les rapports d'inspection électroniques et/ou rapports sur les critères d'inspection applicables seront fournis dans un fichier MS Excel (ou dans un format équivalent). Organisé par numéro d'enregistrement, code client, date de l'inspection, type d'inspection, puis par adresse municipale et/ou nom du bâtiment. Le format de date de ces rapports DOIT être le format JJ-MMM-AAAA, par exemple 17-JAN-2020.
6. Tous les documents devant être présentés dans un délai de 30 jours doivent être accompagnés d'un fichier MS Excel (ou équivalent) contenant les données inventoriées à l'annexe G en plus du coût par inspection sous-totalisé par numéro d'équipement, code client, adresse municipale et/ou nom du bâtiment. Le format de date de ces rapports DOIT être le format JJ-MMM-AAAA, par exemple 17-JAN-2020.
7. En plus des documents devant être présentés dans un délai de 30 jours, l'**inspecteur** doit, à la fin de chaque année ou de chaque année de prolongation, soumettre une annexe G intégralement remplie et y décrire toutes les inspections jugées terminées en indiquant la date de l'inspection ou l'état de fonctionnement si l'inspection n'a pas pu être effectuée. Cette annexe doit comprendre le régime des fréquences d'inspection pour les inspections externes et les inspections internes. Les données d'information seront ordonnées en commençant par le gardien, puis selon l'adresse municipale ou le nom de l'immeuble.

3.4 Documents pertinents

Les directives et les documents énumérés ci-dessous concernent la présente annexe A, *Description technique*, et font état des exigences minimales de la partie II du *Code canadien du travail* et des règlements en vigueur s'y rapportant. Les documents à l'appui identifiés dans la présente section et auxquels on fait référence dans l'annexe A ne peuvent être modifiés d'aucune manière que ce soit sans l'autorisation écrite du responsable technique.

1. Inventaire

- Version texte : (jointe en tant qu'annexe G, *Inventaire*)
Version électronique : envoyée à l'**inspecteur** 5 jours ouvrables après le début du contrat.

2. Gabarit de rapport sur les critères d'inspection

- Version texte : (jointe en tant qu'annexe J, *Rapport sur les critères d'inspection (insérer au moment de l'attribution du contrat)*).
Version électronique : envoyée à l'**inspecteur** 5 jours ouvrables après le début du contrat.

3. Index des types et des classes

Version texte : (jointe à l'annexe H, *Index des types et des classes (insérer au moment de l'attribution du contrat)*)

Version électronique : envoyée à **l'inspecteur** 5 jours ouvrables après le début du contrat.

4. Gabarit de registre d'inspection

Version texte : (jointe en tant qu'annexe I, *Registre d'inspection (insérer au moment de l'attribution du contrat)*)

Version électronique : envoyée à **l'inspecteur** 5 jours ouvrables après le début du contrat.

5. Gabarit des résultats de tests non destructifs

Version texte : (jointe en tant qu'annexe K, *Résultats des essais/inspections END (insérer au moment de l'attribution du contrat)*)

Version électronique : envoyée à **l'inspecteur** 5 jours ouvrables après le début du contrat.

6. Liste commune des directives et non-conformités formulées

Version texte : (jointe en tant qu'annexe L, *Directives communes (insérer au moment de l'attribution du contrat)*)

Version électronique : envoyée à **l'inspecteur** 5 jours ouvrables après le début du contrat.

3.5 Amélioration continue et avancées technologiques

1. La division des services de gestion de l'entretien de SPAC, qui fait partie de la Direction générale des biens immobiliers de SPAC, appuie et préconise un processus d'amélioration continue.
2. Les technologies Web et les technologies de communication de l'information, qui continueront leur avancée pendant la durée du contrat, pourront offrir des avantages par rapport aux méthodes actuelles d'échange de données. Par conséquent, les méthodes d'échange d'information entre **l'inspecteur** et SPAC peuvent être modifiées pour tirer profit des avancées qui se produiront pendant la durée du contrat.
3. On prévoit que les changements technologiques, y compris en ce qui concerne le Web, fourniront de nouvelles possibilités d'amélioration des processus dans divers domaines comme la réduction des exigences administratives, l'accroissement de l'efficacité organisationnelle, la diminution des temps de réponse et la communication des situations d'urgence aux personnes responsables.
4. La division des services de gestion de l'entretien a à cœur la gestion et l'amélioration de la qualité. Elle a élaboré et mis en œuvre un nouveau module dans le SGBI pour aider à l'exécution du Programme d'inspection relatif au code de sécurité.
5. Grâce à ces avancées dans les technologies Web, on prévoit que **l'inspecteur** aura accès à une base de données ministérielle et l'alimentera par le biais d'un portail sécurisé. **L'inspecteur** devra récupérer les fiches de travail à même le SGBI, mettre en œuvre les exigences du contrat selon les modalités formulées dans les exigences techniques, préparer les rapports d'inspection en format électronique et les données connexes pour chaque inspection, et verser les données dans le SGBI par l'intermédiaire d'un portail sécurisé, afin de clore les fiches de travail au fur et à mesure de l'achèvement des travaux.
6. On prévoit que **l'inspecteur** intégrera ce processus d'échange d'information dans ses processus internes, au fur et à mesure que la technologie se perfectionnera et que des protocoles d'accès sécurisé seront mis en place.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

1. PAIEMENT

- a. Sous réserve des modalités du présent protocole d'entente et pour l'exécution des activités d'inspection, le ministre versera à l'**entrepreneur** les montants indiqués ou calculés conformément à la sous-section 2.
- b. Le montant payable en vertu du protocole d'entente, y compris les décaissements, ne dépassera pas la somme indiquée dans la présente annexe, point 4 – Calendrier des paiements, sans l'autorisation écrite préalable du ministre ou d'un agent désigné comme son représentant ministériel.
- c. Il est entendu par le ministre et par l'entrepreneur que le montant à payer n'est dû que lorsque les activités d'inspection ont été effectuées à la satisfaction du représentant ministériel. Un paiement peut être effectué pour la réalisation d'une phase ou d'une partie de phase des activités.
- d. Conformément à l'article 33 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, il s'agit d'une condition essentielle au protocole d'entente (PE) que le paiement effectué en vertu du présent contrat soit assujéti à l'existence d'un crédit particulier ouvert pour l'exercice au cours duquel des engagements découlant du marché sont susceptibles d'arriver à échéance. Le Canada confirmera au plus tard le 15 avril, chaque année pendant la durée du PE, que des dispositions ont été prises pour obtenir les fonds qui deviendront payables à l'entrepreneur aux termes du présent PE au cours de l'exercice fédéral suivant.
- e. Les factures pour les travaux d'inspection prévus plus (TPS) doivent être soumises à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) chaque mois. Toutes les factures relatives à des activités d'inspection planifiées au cours de cet exercice (du 1^{er} avril au 31 mars) doivent être reçues par le représentant ministériel avant le 15 mars de chaque année.
- f. Les factures pour toutes les activités d'inspection non prévues, TPS en sus (réinspection et autres activités), doivent être soumises à TPSGC chaque mois. Toutes les factures relatives à des activités d'inspection non planifiées au cours de cet exercice doivent être reçues par le représentant ministériel avant le 1^{er} avril de chaque année, ou une présentation de toutes les activités d'inspection réalisées jusqu'au 1^{er} avril de chaque année doit être transmise sous une forme acceptable au représentant ministériel.

2. BASE DE PAIEMENT

- a. Activités à coût fixe. Le montant fixe unitaire – par inspection de chaque chaudière ou appareil à pression – comprendra tous les coûts, charges, frais généraux, bénéfices et toutes les autres dépenses de l'**entrepreneur**, quelles qu'elles soient, y compris les frais divers et les frais de déplacement et d'hébergement. Le montant s'applique au nombre réel d'inspections effectuées, qu'il soit supérieur ou inférieur à la quantité indiquée à l'article 4 de la présente annexe.
- b. Activités à l'heure
 - i. Par heure. Le montant horaire est destiné aux activités autres que les inspections annuelles externes et bisannuelles prévues, ce montant comprenant un montant pour le salaire, les avantages sociaux des employés et les responsabilités de l'**entrepreneur** en tant qu'employeur, les frais généraux et le bénéfice, y compris les frais divers et les frais de déplacement et d'hébergement.

-
- ii. Déplacements. Le temps de déplacement autorisé par le représentant ministériel pendant les heures de travail normales sera facturé comme du temps travaillé. Le temps de déplacement autorisé en dehors des heures de travail normales sera facturé comme du temps travaillé et sera réclamé pour le temps passé en déplacement, y compris une heure avant le départ du vol et une heure après l'heure d'arrivée du vol.
 - c. Dépenses remboursables
 - i. Les dépenses diverses engagées par **l'entrepreneur** (à l'exclusion des frais de fonctionnement normaux) qui ne sont pas incluses ailleurs dans le PE, et qui sont liées aux activités d'inspection et approuvées par le représentant ministériel, y compris, mais sans s'y limiter, les rapports, les appels téléphoniques interurbains et les services de messagerie, seront remboursées au coût réel de **l'entrepreneur**.
 - ii. Les frais de déplacement et d'hébergement engagés par **l'entrepreneur** pour les déplacements et l'hébergement autorisés par le représentant ministériel seront remboursés à **l'entrepreneur** conformément à la Politique sur les voyages du Conseil du Trésor du Canada en vigueur.
3. MODALITÉS DE PAIEMENT
- a. Paielements proportionnels
 - i. **L'entrepreneur** aura le droit de recevoir un paiement mensuel pour les travaux réalisés de manière satisfaisante.
 - ii. Une demande de paiement doit être étayée de façon suffisamment détaillée et appuyée par des documents suffisants pour justifier le montant demandé. La demande de paiement finale doit également comprendre une déclaration signée par l'entrepreneur certifiant que tous les montants dus à l'entrepreneur en vertu du PE sont inclus dans la demande.
 - iii. Sous réserve de vérification par le représentant ministériel, le paiement d'une réclamation présentée en vertu du paragraphe 3.a.ii. sera effectué à l'entrepreneur au plus tard 30 jours suivant la réception de la réclamation. Si, dans les quinze (15) jours de la réception de la réclamation, le représentant ministériel demande des renseignements supplémentaires, le délai de paiement de trente (30) jours sera effectif à compter de la réception des renseignements demandés.
 - iv. Tous les coûts applicables définis dans le présent document seront atténués et justifiés selon la fonction avant d'être approuvés par le représentant ministériel.
 - b. Intérêts sur les comptes en souffrance
 - i. Si le ministre n'effectue pas un paiement qui est dû conformément à la sous-section 3.a., et que ce paiement est en retard, **l'entrepreneur** aura le droit de recevoir des intérêts sur le montant en retard à partir de la date depuis laquelle le montant est en retard jusqu'au jour précédant la date à laquelle le montant en retard est payé. La date de paiement est considérée comme étant la date du chèque remis en paiement du montant en souffrance.
 - ii. Les intérêts doivent être payés automatiquement sur tous les montants qui ne sont pas payés à la date d'échéance. Le ministre n'est pas tenu de payer à **l'entrepreneur** de l'intérêt sur l'intérêt non payé.
 - iii. Le taux d'intérêt sera le taux d'escompte moyen de la Banque du Canada pour le mois précédent, plus 3 % à la fermeture des bureaux à partir de la date à laquelle le montant est devenu en souffrance.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4. BARÈME DE PRIX

Les prix indiqués concernent les travaux exécutés conformément à l'annexe A, y compris tous les décaissements, les coûts en temps et en déplacements, s'il y a lieu. La taxe sur les produits et services (TPS) est en sus.

Le Canada se réserve le droit d'ajouter ou de retirer tout bâtiment ou appareil ou toute installation figurant à l'annexe G lorsque cela s'avère nécessaire en raison de l'achat ou de la vente de ces éléments. Les appareils supplémentaires ajoutés à l'annexe G font partie intégrante de ce contrat et ils doivent satisfaire aux exigences contenues dans les présentes.

La facturation des services se fera en fonction d'un prix unitaire basé sur les tableaux ci-dessous, pour les inspections et les services préapprouvés et versés au calendrier des travaux.

Les estimations sont fournies uniquement à des fins d'évaluation et peuvent ne pas refléter les volumes d'affaires réels du contrat subséquent. Les prix unitaires prévaudront, et en cas de divergence entre le prix unitaire et le coût total estimé, le Canada se réserve le droit de corriger le coût total estimé en se fondant sur le prix unitaire ferme.

Les soumissions seront comparées d'après le prix évalué total (voir le tableau ci-après).

Les soumissionnaires doivent présenter des prix fermes conformément à l'unité de distribution demandée pour chaque article. À défaut de quoi la soumission sera jugée irrecevable et sera rejetée.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Barème A - Année 1

ÉLÉMENT	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	UNITÉ	QUANTITÉ ESTIMÉE	PRIX PAR INSPECTION	PAIEMENT
1	Inspection externe/opérationnelle de la chaudière et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
2	Inspection interne de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
3	Inspection de type non destructive de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	25	_____ \$	_____ \$
4	Activités autres que les inspections annuelles externes ou internes.	Par heure	50	_____ \$	_____ \$
5	Dépenses remboursables	Réf. sous-section 2.c ci-dessus			
TOTAL PARTIEL A : MONTANT ESTIMATIF TOTAL (LA TPS EN SUS)					_____ \$

Barème B - Année 2

ÉLÉMENT	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	UNITÉ	QUANTITÉ ESTIMÉE	PRIX PAR INSPECTION	PAIEMENT
1	Inspection externe/opérationnelle de la chaudière et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
2	Inspection interne de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
3	Inspection de type non destructive de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	25	_____ \$	_____ \$
4	Activités autres que les inspections annuelles externes ou internes.	Par heure	50	_____ \$	_____ \$
5	Dépenses remboursables	Réf. sous-section 2.c ci-dessus			
TOTAL PARTIEL B : MONTANT ESTIMATIF TOTAL (LA TPS EN SUS)					_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Barème C – Année d'option 1

ÉLÉMENT	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	UNITÉ	QUANTITÉ ESTIMÉE	PRIX PAR INSPECTION	PAIEMENT
1	Inspection externe/opérationnelle de la chaudière et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
2	Inspection interne de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
3	Inspection de type non destructive de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	25	_____ \$	_____ \$
4	Activités autres que les inspections annuelles externes ou internes.	Par heure	50	_____ \$	_____ \$
5	Dépenses remboursables	Réf. sous-section 2.c ci-dessus			
TOTAL PARTIEL C : MONTANT ESTIMATIF TOTAL (LA TPS EN SUS)					_____ \$

Barème D – Année d'option 2

ÉLÉMENT	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	UNITÉ	QUANTITÉ ESTIMÉE	PRIX PAR INSPECTION	PAIEMENT
1	Inspection externe/opérationnelle de la chaudière et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
2	Inspection interne de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	100	_____ \$	_____ \$
3	Inspection de type non destructive de la chaudière, de l'appareil à pression et du réseau de canalisations	Par inspection	25	_____ \$	_____ \$
4	Activités autres que les inspections annuelles externes ou internes.	Par heure	50	_____ \$	_____ \$
5	Dépenses remboursables	Réf. sous-section 2.c ci-dessus			
TOTAL PARTIEL D : MONTANT ESTIMATIF TOTAL (LA TPS EN SUS)					_____ \$

PRIX ÉVALUÉ TOTAL

TOTAL PARTIEL A : MONTANT ESTIMATIF TOTAL	_____ \$
TOTAL PARTIEL B : MONTANT ESTIMATIF TOTAL	_____ \$
TOTAL PARTIEL C : MONTANT ESTIMATIF TOTAL	_____ \$
TOTAL PARTIEL D : MONTANT ESTIMATIF TOTAL	_____ \$
PRIX ÉVALUÉ TOTAL (LA TPS EN SUS)	_____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Contract Number / Numéro du contrat EW038-21-1648
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets: Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux: _____	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted: Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui

TBS/SCT 150-103 (2004/12)

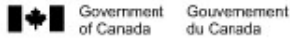
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat EW038-21-1648
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity. Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux: _____	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?	
	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	
	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	
	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	
	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	
	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	
	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	
	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui

TBS/SCT 150-103 (2004/12)

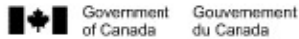
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat EW038-21-1648
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée.

12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

ANNEXE « D »

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

1.1 Critères techniques obligatoires

Le soumissionnaire doit montrer clairement que tous les critères techniques obligatoires sont respectés. Une offre qui ne démontre pas la conformité sera déclarée irrecevable et ne sera pas prise en considération.

Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

N°	Exigence obligatoire
O1	<p>Le soumissionnaire doit avoir obtenu du National Board of Boiler and Pressure Vessel (NBBPV) une attestation selon laquelle il peut effectuer des inspections en service en tant qu'organisme d'inspection autorisé. Un organisme d'inspection autorisé est une autorité compétente au sens de la constitution du NBBPV ou une entité qui est accréditée conformément aux normes NB-369, <i>Accreditation of Authorized Inspection Agencies Performing Inservice Inspection Activities</i>, et NB-381, <i>Quality Program for Inspection Organizations</i>.</p> <p>Pour démontrer qu'il détient cette attestation, le soumissionnaire doit fournir une copie valide et à jour de son certificat d'accréditation d'organisme d'inspection autorisé délivré par le NBBPV.</p> <p>Si les documents relatifs à son attestation ne sont pas fournis dans la soumission, le soumissionnaire doit les faire parvenir à l'autorité contractante dans les trois (3) jours suivant la demande de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).</p>
O2	<p>Le soumissionnaire ne doit pas conclure de contrat avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Canada pour l'exploitation, la réparation ou l'entretien de chaudières, de réservoirs sous pression ou de systèmes de tuyauterie.</p> <p>Le soumissionnaire doit inclure avec sa soumission une déclaration signée indiquant qu'il ne participe à aucune activité auprès d'un ministère ou d'un organisme de la fonction publique fédérale, au Manitoba, correspondant à la portée du présent besoin pour l'utilisation, la réparation ou l'entretien de tout appareil élévateur, et qu'il consent à maintenir cette situation pour la durée du contrat proposée et de toute prolongation.</p> <p>Cette déclaration vise à garantir qu'il n'y a aucun conflit d'intérêts, car les services d'inspection doivent être effectués indépendamment des services de réparation.</p>

1.2 Critères techniques cotés

Les critères énumérés ci-après serviront à évaluer chaque proposition qui satisfait à tous les critères obligatoires. Il est conseillé aux soumissionnaires de traiter chacun des critères dans leur ordre de présentation, et de manière suffisamment approfondie, à même leur proposition, pour permettre une évaluation complète. L'évaluation se fondera uniquement sur les renseignements contenus dans la proposition. Il se peut que l'on communique avec les soumissionnaires pour confirmer l'information ou demander des éclaircissements.

Seules les propositions qui répondent (sont conformes) à tous les critères obligatoires et qui, ensuite, atteignent (ou surpassent) le nombre minimum de points requis pour les critères techniques cotés feront l'objet d'un examen plus poussé pour l'attribution d'un contrat. Les propositions n'obtenant pas le nombre de points minimum requis seront réputées non conformes.

N°	Critères techniques cotés	N° de page de la proposition	Nombre maximal de points
C1	Connaissance et expérience Fournir trois exemples aux fins de l'évaluation cotée et inclure un résumé des services fournis et une description de chacun des éléments suivants : a) le type de services d'inspection (type d'équipement) fourni; b) le nombre approximatif d'installations par client; c) le nombre approximatif d'appareils inspectés par année. Cette référence sera évaluée en fonction des critères ci-dessus et un maximum de cinq points sera accordé pour chaque puce.		45
C2	Gestion de projet Ce critère vise à évaluer la capacité du soumissionnaire à gérer les besoins de ce contrat. Le soumissionnaire doit établir le contexte et l'affectation des ressources pour l'exécution du contrat et assurer la liaison entre l'autorité exploitante et le responsable technique. Afin d'atteindre tous les résultats prévus et d'obtenir les approbations applicables avant de commencer une partie quelconque des travaux du contrat, le soumissionnaire doit élaborer et fournir un plan de gestion de projet axé sur la portée et la durée qui englobe les éléments ci-dessous : a) La démonstration d'une structure organisationnelle, comportant une affectation des ressources internes adéquates, laquelle est nécessaire afin de garantir la gestion réussie et l'exécution des tâches requises, y compris les options, conformément à l'annexe A. b) Un calendrier provisoire proposé qui satisfait aux exigences du contrat. Le calendrier proposé doit inclure toutes les activités et les jalons requis pour mener à terme le contrat et atteindre les résultats prévus, conformément à l'annexe A. Le soumissionnaire doit également inclure un plan d'urgence indiquant le plan d'action proposé s'il survenait une situation qui pourrait compromettre l'atteinte des résultats prévus. c) Un processus permettant d'effectuer le suivi et de rendre compte des progrès des travaux et de l'achèvement des tâches et des jalons en vue de satisfaire aux exigences du contrat conformément à l'annexe A. Un maximum de 10 points sera attribué pour chaque puce.		30

C3	<p>Sécurité du projet</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter un plan de sécurité du projet qui couvre tous les aspects critiques de la sécurité et qui doit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. cerner les dangers potentiels et les risques; 2. indiquer en détail les contrôles techniques et administratifs nécessaires; 3. recenser les besoins essentiels en formation du personnel; 4. contenir un plan de gestion du changement <p>On évaluera le plan de sécurité du projet selon les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le recensement des questions liées à la santé et à la sécurité qui sont pertinentes aux travaux, conformément à l'annexe A; b) la démonstration des procédures et des pratiques de travail sécuritaire, par exemple les politiques en santé et sécurité au travail, les politiques de l'entreprise en matière de sécurité et les règles et procédures en matière de sécurité; c) la démonstration de tous les dangers connus ou potentiels présents durant l'exécution du contrat, ainsi que l'analyse et les mesures de contrôle préventives visant à atténuer ou à réduire au minimum les dangers. <p>Un maximum de 10 points sera attribué pour chaque puce.</p>		30
	Minimum de points/Total de points		62.5/105

ANNEXE « E »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

- I. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « F » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EW038-211683/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EW038-211683

N° de la modif - Amd. No.
000
File No. - N° du dossier
PWU-0-43208

Id de l'acheteur - Buyer ID
PWU404
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « G »

INVENTAIRE (voir pièce jointe)

Annexe G - Inventaire des chaudières et des appareils à pression

Description de l'équipement	N° d'inspection du Man.	N° d'enregistrement en canadien	Nom du bâtiment	Adresse du bâtiment	Ville	Fabricant	N° de série	Date de l'inspection externe précédente	Année de construction
Chaudière sec. en fonte	B-20204	E6528.4	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sec. en fonte	B-20205	E6528.4	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sec. en fonte	B-20206	E6528.4	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sec. en fonte	B-20207	E6528.4	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sec. en fonte	B-20208	E6528.4	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sec. en fonte	B-20209	E6528.4	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sectionnelle en fonte	B-4446	E6528.54	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
Chaudière sectionnelle en fonte	B-4447	E6528.54	BAT. FÉDÉRAL	1039. av. Princes	BRANDON	SLANT FIN		13-Dec-19	
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-9478		BAT. 93. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON		5477639	6-Nov-19	
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-9480	C7288.1C	CAN 93	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Steel Fabricating & Welding Co.	5894993	6-Nov-19	1990
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-9481	E7400.1-C	CAN 93	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Buckeye	969655	6-Nov-19	1990
APPAREIL A PRESSION DU RESERVOIR D'AIR	B-14097	E7399.20	STATION DE RECHERCHE BAT. 98	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	MANCHESTER	3248933	6-Nov-19	1998
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-16379	L5408.5C	BAT. 12 (NOUVEAU LABORATOIRE DE RECHERCHE), FERMEE EXPERIMENTALE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	CYLSA	24797	6-Nov-19	2001
Chaudière sectionnelle en aluminium	B-17720	1489.9'34780Y T	BAT. 12. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Wail Mdaïn		6-Nov-19	2006
Chaudière sectionnelle en aluminium	B-17721	1489.9'34780Y T	BAT. 12. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Wail Mdaïn		6-Nov-19	2006
Chaudière sectionnelle en aluminium	B-17722	1489.9'34780Y T	BAT. 12. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Wail Mdaïn		6-Nov-19	2006
Autoclave	B-20278	8036.7C	BAT. 93. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Getinge Sterilization		6-Nov-19	2009
Autoclave	B-25110		BAT. 93. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON			6-Nov-19	
Chaudière sectionnelle en fonte	B-4626		BAT. 93. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Burnham	7986620	13-Dec-18	
CHAUDIERE A ALIETTES	B-14888	6361.54	FERME EXPERIMENTALE. BAT. 94	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	RAYPAK CO. INC.	970282750	6-Nov-19	1994
Chaudières à tubes d'eau	B-21289		BAT. 93. CENTRE DE RECHERCHE	18TH ST et GRAND VALLEY RD	BRANDON	Carus	101216404	6-Nov-19	
	B-14096		CENTRE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE BRANDON	2017 GRAND VALLEY RD (BAT. 98)	BRANDON			6-Nov-19	
	B-22061		CENTRE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE BRANDON	2017 GRAND VALLEY RD (BAT. 93)	BRANDON			6-Nov-19	
	B-23764		CENTRE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE BRANDON	2017 GRAND VALLEY RD (BAT. 93)	BRANDON			6-Nov-19	
CHAUDIERE A TUBES DE FUMÉE	B-13198	K7591.547	MANEGE MILITAIRE DE BRANDON	1116. avenue Victoria	BRANDON	Boleromith Co. Ltd		23-Dec-19	1996
CHAUDIERE A TUBES DE FUMÉE	B-13199	K7591.547	MANEGE MILITAIRE DE BRANDON	1116. avenue Victoria	BRANDON	Boleromith Co. Ltd		23-Dec-19	1996
CHAUDIERE A TUBES DE FUMÉE	B-21301		MANEGE MILITAIRE DE BRANDON	1116. avenue Victoria	BRANDON	BRUNNER		23-Dec-19	
RESERVOIR DE STOCKAGE D'HYDROGENE	B-22389		BAT. DE L'HYDROGENE	AEROPORT DE CHURCHILL (BAT. DE L'HYDROGENE)	CHURCHILL	Fulton		18-Sep-19	
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-7235	C7228.04	BAT. G9 MTP TRANSPORT CANADA		CHURCHILL	Steel Fabricating & Welding Co.	5657213	18-Sep-19	1983
Chaudière électrique	B-1322	E1935.7234567	AÉROGARE H7		CHURCHILL	Bryant Steam Corp.	83313	18-Sep-19	1999
CHAUDIERE A TUBES DE FUMÉE	B-1366		AÉROGARE H7		CHURCHILL	Bryant Steam Corp.	83389	18-Sep-19	1999
Chaudière électrique	B-20048		BAT. DE LA GRC	381. bouf. Kelsey	CHURCHILL	BTH ULTRA		18-Sep-19	
CHAUDIERE ÉLECTRIQUE	B-16122	L4334.5346178 10	Centre d'accueil de l'APC (GARE)	1 Manitjaro Seepoo Miskarow	CHURCHILL	Calortech		18-Sep-19	2001
CHAUDIERE A TUBES VERTICAUX	B-16123	K3482.564	Centre d'accueil de l'APC (GARE)	1 Manitjaro Seepoo Miskarow	CHURCHILL	Fulton	88683	18-Sep-19	2001
77	B-19648	L6077.2C	BAT. DE LA GRC	2. RUE HEDDERLY	DAUPHIN	C.P. Inc.	180144	30-Dec-19	
Reservoir d'air	B-15784	F0626.1C	BAT. DE LA GRC	2. RUE HEDDERLY	DAUPHIN	MANCHESTER	5.1051016	30-Dec-19	1996
Chaudière sectionnelle en fonte	B-23041		BAT. DE LA GRC	2. RUE HEDDERLY	DAUPHIN	AERCO		30-Dec-19	
Chaudière sectionnelle en fonte	B-23042		BAT. DE LA GRC	2. RUE HEDDERLY	DAUPHIN	AERCO		30-Dec-19	
APPAREIL A PRESSION - RESERVOIR D'AIR	B-16763	L1090.54	BAT. DE LA GRC	2. RUE HEDDERLY	DAUPHIN	MELBEN	1022121	30-Dec-19	2002
Système d'arrosage d'APPAREIL A PRESSION	B-16983	INCONNU	BAT. DE LA GRC	2. RUE HEDDERLY	DAUPHIN	Devilbiss	9696015761	30-Dec-19	1996
Chaudière sectionnelle en fonte	B-14501	4	BÂTIMENT DU POSTE FRONTALIER D'EMERSON	Autoroute 75 S	EMERSON	VESSMANN		2-Dec-19	1999
Chaudière sectionnelle en fonte	B-14502	K1558.567234	BÂTIMENT DU POSTE FRONTALIER D'EMERSON	Autoroute 75 S	EMERSON	VESSMANN		2-Dec-19	1999
Chaudière sectionnelle en fonte	B-14503	K1558.567234	BÂTIMENT DU POSTE FRONTALIER D'EMERSON	Autoroute 75 S	EMERSON	VESSMANN		2-Dec-19	1999
Chaudière sectionnelle en fonte	B-14504	L3405.512789 4	BÂTIMENT DU POSTE FRONTALIER D'EMERSON	Autoroute 75 S	EMERSON	VESSMANN		2-Dec-19	1999
B-1066			POSTE MÉTÉOROLOGIQUE. BFC. FLIN FLON	2EME AVENUE NORD	FLIN FLON			7-Nov-19	
B-17264			POSTE MÉTÉOROLOGIQUE. BFC. FLIN FLON	2EME AVENUE NORD	FLIN FLON			7-Nov-19	
B-24478		BFC. GIMLI	BFC. GIMLI	183. RUE ANSON	GIMLI			4-Juill-19	
B-24479		BFC. GIMLI	BFC. GIMLI	183. RUE ANSON	GIMLI			9-Juill-19	
B-24480			BFC. GIMLI	183. RUE ANSON	GIMLI			9-Juill-19	
Chaudière sectionnelle en fonte	B-4381	9655.4	DÉTACHEMENT DE LA GRC	14.4 RUE SE	HAMIOTA	Hydrotherme		21-Feb-19	
Chaudière électrique ENVACIER	B-5431		BAT. DE LA GRC	156. MACINTOSH RD	HEADINGLEY	Chromax		19-Dec-19	

	B-201 B-24470	Hôpital Percy E Moore	C.P. 190	Hodgson	Fab Steel Athens	524814	16-Dec-19
	B-8803	Parc historique national de Lower Fort Garry - Bloc des services d'entretien	C.P. 190	Hodgson			16-Dec-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-13388	NOUVEAU BAT. DE STOCKAGE, LOWER FORT GARRY	5981, Autoroute 9	Lower Fort Garry	Steel Tank & Pipe	11309	10-Jun-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-17687	STATION DE RECHERCHE DE MORDEN, LABORATOIRE DE SEMENCES N° 1	Bât. principal 82, Station de recherches agricoles du Canada	MELBEN	MELBEN	516334	10-Jun-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-17736	Bât. 72, STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Steel Fabricating & Welding Co	432138	9-Jul-19
Refroidisseur	B-22727	Bât. principal 82, Station de recherches agricoles du Canada	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	McQuay		9-Jul-19
Chaudière électrique	B-22727	Bât. principal 82, Station de recherches agricoles du Canada	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Sussman		18-Dec-19
Reservoir d'air horizontal	B-22794	Bât. principal 82, Station de recherches agricoles du Canada	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	MorganstonPV	467736	9-Jul-19
Stérilisateur	B-2460	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA Bât. 7	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	?		11-Sep-18
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-1555	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA LOCAL TECHNIQUE	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Steel Fabricating & Welding Co	5857610	9-Jul-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-1556	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA LOCAL TECHNIQUE	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Steel Fabricating & Welding Co	5858578	9-Jul-19
TUBES D'EAU	B-1350	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA Chauffière	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Cleaver-Brooks	5706069	11-Sep-18
TUBES D'EAU	B-1633	D9572.4	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Cleaver-Brooks	5808963	18-Dec-19
TUBES D'EAU	B-1634	D9572.4	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Cleaver-Brooks	5808961	18-Dec-19
Chaudières à tubes d'eau	B-21286	RECHERCHE	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Camus		18-Dec-19
Chaudières à tubes d'eau	B-21287	RECHERCHE	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Camus		18-Dec-19
Chaudières à tubes d'eau	B-21423	12H10224031	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Lochinvar Corp.		18-Dec-19
Chaudières à tubes d'eau	B-2232	Bât. 82, STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN			18-Dec-19
CHAUDIERE À SERPENTIN	B-21158	L2662.5c	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Chromalox		16-Jan-20
Stérilisateur de tubes à eau	B-21159	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA Bât. 72 Laboratoire de confinement	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Steris	121104	11-Sep-18
	B-22233	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN			18-Dec-19
	B-22725	Bât. principal, Station de recherches agricoles du Canada	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Gelings Sterilization		11-Sep-18
	B-22726	Bât. principal 82, Station de recherches agricoles du Canada	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN	Gelings Sterilization		31-Dec-19
	B-24346	STATION DE RECHERCHES AGRICOLES DU CANADA	101, ROUTE 100, UNITÉ 100	MORDEN			9-Jul-19
	B-7109	SANTÉ CANADA - HÔPITAL NORWAY HOUSE	POINT D'HOSPITALISATION 1	NORWAY HOUSE			16-Jul-19
	B-7111	SANTÉ CANADA - HÔPITAL NORWAY HOUSE	POINT D'HOSPITALISATION 1	NORWAY HOUSE			16-Jul-19
	B-16372	SANTÉ CANADA - HÔPITAL NORWAY HOUSE	POINT D'HOSPITALISATION 1	NORWAY HOUSE			16-Jul-19
	B-20192	SANTÉ CANADA - HÔPITAL NORWAY HOUSE	POINT D'HOSPITALISATION 1	NORWAY HOUSE			16-Jul-19
	B-17073	Centre de diversification des cultures Canada-Mambiba	370 River Road	Portage La Prairie		120360	31-Dec-19
Appareil à pression	B-19424	BAT. 1, MANEGE MILITAIRE DE LA BFC	370 River Road	Portage La Prairie	Campbell Hausfield	1474371	31-Dec-19
Chaudière sectionnelle en fonte	B-23043	BAT. 1, MANEGE MILITAIRE DE LA BFC	143, 2nd St. N.E.	WARDEN KING			16-Jan-20
Chaudière sectionnelle en fonte	B-23044	BAT. 1, MANEGE MILITAIRE DE LA BFC	143, 2nd St. N.E.	WARDEN KING			16-Jan-20
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-18857	BAT. DE LA GRC	1019, AV. MANITOBA	SELKIRK	CP INC.	1154113	4-Dec-19
Chaudière sectionnelle en fonte	B-15522	BAT. DE LA GRC	1019, AV. MANITOBA	SELKIRK	Weil Main	10389	4-Dec-19
Chaudière sectionnelle en fonte	B-15523	BAT. DE LA GRC	1019, AV. MANITOBA	SELKIRK	Weil Main	10370	4-Dec-19
Appareil à pression d'air	B-25158	BAT. M28, TRAITEMENT DE L'EAU	BFC SHILO	SHILO			30-Dec-19
Reservoir d'air	B-16382	GARAGE DE LA BFC (G-400)	BFC SHILO	SHILO	MANCHESTER	5103846	5-Jul-19
Reservoir d'air	B-17971	BAT. C106	BFC SHILO	SHILO	SILVAN	413904	30-Jul-19
Reservoir d'air	B-17972	BAT. C107	BFC SHILO	SHILO	SILVAN	413906	30-Jul-19
Reservoir d'air	B-17973	BAT. C105	BFC SHILO	SHILO	SILVAN	413902	30-Jul-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-6977	Bât. M-127	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co	556732	5-Jul-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-7055	Bât. Q114	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co	5697427	5-Sep-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-17200	SPECIALTY CLUB	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co		5-Jul-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-17503	BAT. R1-110, BFC	BFC SHILO	SHILO			30-Jan-20
Reservoir d'air - Air de contrôle	F0627.1C	GARAGE DE LA BFC (N-133)	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co	5821110	30-Jan-20
RESERVOIR D'AIR - Air industriel	B-16384	GARAGE DE LA BFC (N-133)	BFC SHILO	SHILO	MANCHESTER	5106186	5-Jul-19
RESERVOIR D'AIR - Air industriel	B-17970	BAT. G4 Est, ARENA, BFC	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co	159881	5-Jul-19
Reservoir d'air - Air de contrôle	F0516.1C	GARAGE DE LA BFC (G-400)	BFC SHILO	SHILO	MANCHESTER		30-Jul-19
Profilé d'aluminium	B-16380	BAT. M127	BFC SHILO	SHILO	MANCHESTER	51051015	5-Jul-19
AMMONIAC ANHYDRE	B-16320	BAT. M127	BFC SHILO	SHILO	Weil Main		15-Jan-20
sec. en fonte	B-12379	BAT. G4 PATINOIRE	BFC SHILO	SHILO	On-Con Products		15-Jan-20
Chaudière sec. en fonte	B-16499	Cinque médicale et dentaire	BFC SHILO	SHILO	Weil Main		30-Dec-19
Chaudière sec. en fonte	B-16206	Bât. T114	BFC SHILO	SHILO	DE DIETRICH THERMIQUE	30011	2-Jan-20
Chaudière sectionnelle en fonte pour le chauffage de l'eau chaude	B-16208	Bât. T114	BFC SHILO	SHILO	DE DIETRICH THERMIQUE	30010	2-Jan-20
Chaudière sectionnelle en fonte pour le chauffage de l'eau chaude	B-16710	BAT. C106	BFC SHILO	SHILO	Weil Main	2003736	30-Dec-19
Chaudière sectionnelle en fonte pour le chauffage de l'eau chaude	B-16711	BAT. C106	BFC SHILO	SHILO	Weil Main	2003739	30-Dec-19
Chaudière sectionnelle en fonte pour le chauffage de l'eau chaude	B-16712	BAT. C105	BFC SHILO	SHILO	Weil Main	2003737	30-Dec-19

Chaudière sectionnelle en fonte pour le chauffage de l'eau chaude	B-16713		BÂT C105	BFC SHILO	SHILO	Well Main	2003738	30-Dec-19
FOYER	B-1039		BÂT NT18	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith CO LTD	5101869	30-Dec-19
FOYER	B-1040		BÂT NT18	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith CO LTD	5111390	30-Dec-19
FOYER	B-14639		BÂT M28 - TRAITEMENT DE L'EAU	BFC SHILO	SHILO	BOILERSMITH CO. LTD.	5882934	2-Jan-20
FOYER	B-10207		L158, Clinique	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith CO LTD	51013634	30-Dec-19
TUBE DE FUMÉE	B-883	A2855.4	BÂT. Q2, BFC	BFC SHILO	SHILO	Robert Bell	5667455	17-Jul-17
TUBE DE FUMÉE	B-957		BÂT NT15, BFC	BFC SHILO	SHILO	Burnham	8474	4-Jul-19
TUBE DE FUMÉE	B-1109	A3501.4	BÂT NT16	BFC SHILO	SHILO	Burnham	8428	4-Jul-19
TUBE DE FUMÉE	B-1110	A3501.4	BÂT NT14, BFC	BFC SHILO	SHILO	Burnham	21100	4-Jul-19
TUBE DE FUMÉE	B-16205		L158, Clinique	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith CO LTD	51013683	30-Dec-19
? ? ? HORIZONTAL	B-16383		BÂT M101	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co	5628441	5-Sep-19
Appareil à pression	B-18529		Bât. M102	BFC SHILO	SHILO	Campbell Hausfeld		30-Jan-20
B-16943			Bât. P-111	BFC SHILO	SHILO	MANCHESTER	56285632	5-Sep-19
Appareil à pression	B-18944		Levier de traitement de l'eau M-28	BFC SHILO	SHILO	MANCHESTER	15971897	5-Sep-19
Appareil à pression	B-18945		P-101	BFC SHILO	SHILO	Beard		5-Sep-19
Appareil à pression	B-19222	6200.586432	CENTRALE ÉLECTRIQUE, BÂT L1107, BFC	BFC SHILO	SHILO	Steel Fab	5232629	5-Jul-19
APPAREIL APRESSION - RESERVOIR	B-19221	E8388.1234	CENTRALE ÉLECTRIQUE, BÂT L1107, BFC	BFC SHILO	SHILO	BRUNNER		5-Jul-19
D'AR	B-883	H8723.56904	BÂT M102, BFC	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith Co., Ltd.		4-Jul-19
PLAQUE D'ACIER	B-13272		INSTALLATION DE LAVAGE DE VÉHICULES	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith CO LTD	51057625	30-Dec-19
PLAQUE D'ACIER	B-13273		INSTALLATION DE LAVAGE DE VÉHICULES	BFC SHILO	SHILO	Bolesmith CO LTD	51057624	30-Dec-19
PLAQUE D'ACIER	B-13933	E2990.54	BÂT C103, BFC	BFC SHILO	SHILO	Robert Bell	5173476	4-Jul-19
PLAQUE D'ACIER	B-14070	H8681.54	BÂT. C101, BFC	BFC SHILO	SHILO	BOILERSMITH CO. LTD.	51013725	5-Jul-19
PLAQUE D'ACIER	B-14105	H8681.54	BÂT. C101, BFC	BFC SHILO	SHILO	BOILERSMITH CO. LTD.	51013724	5-Jul-19
PLAQUE D'ACIER	B-41134	H8013.354	BÂT P14, BFC	BFC SHILO	SHILO	BOILERSMITH CO. LTD.	5901756	5-Jul-19
PLAQUE D'ACIER	B-41135	H8723.56904	BÂT P14, BFC	BFC SHILO	SHILO	BOILERSMITH CO. LTD.	5919319	5-Jul-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-6979		STATION SERVICE L131	BFC SHILO	SHILO	Steel Fabricating & Welding Co	5403042	5-Sep-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-13271		INSTALLATION DE LAVAGE DE VÉHICULES	BFC SHILO	SHILO	Burnham	327192163	30-Jul-19
CHAUDIERE A AILETTES VERTICALE	B-17222	L2849.1-1S7	CASERNE DE POMPIERS, BÂT L128, BFC	BFC SHILO	SHILO	PATTERSON-KELLEY	31-Dec-19	2005
CHAUDIERE A AILETTES VERTICALE	B-17223	L2849.1-1S7	CASERNE DE POMPIERS, BÂT L128, BFC	BFC SHILO	SHILO	PATTERSON-KELLEY	31-Dec-19	2005
TUBES D'EAU	B-801		CENTRALE ÉLECTRIQUE, BÂT L1107, BFC	BFC SHILO	SHILO	Foster Wheeler		4-Jul-19
TUBES D'EAU	B-878		CENTRALE ÉLECTRIQUE, BÂT L1107, BFC	BFC SHILO	SHILO	Dominion Bridge Co.		17-Jul-18
TUBES D'EAU	B-1527		CENTRALE ÉLECTRIQUE, BÂT L1107, BFC	BFC SHILO	SHILO	Dominion Bridge Co.		25-Sep-18
Chaudières à tubes d'eau	B-15628	K4047.24	GARAGE DE LA BFC - BÂT N133	BFC SHILO	SHILO	Cleaver-Brooks		15-Jan-20
Chaudières à tubes d'eau	B-15629	K4047.24	GARAGE DE LA BFC - BÂT N133	BFC SHILO	SHILO	Cleaver-Brooks		15-Jan-20
Chaudières à tubes d'eau	B-15630	K4047.24	GARAGE DE LA BFC - BÂT N133	BFC SHILO	SHILO	Cleaver-Brooks		15-Jan-20
Chaudières à tubes d'eau	B-25239		REPARATION D'ÉQUIPEMENT, BÂT. 6400-B2, BFC	BFC SHILO	SHILO	Cleaver-Brooks		30-Jan-18
SERPENTIN DE TUBES A EAU	B-21289		BÂT. T99, CHAPELE ST. BARBARAS	BFC SHILO	SHILO	Triangle Tube		31-Dec-19
SERPENTIN DE TUBES A EAU	B-21393		BÂT. T98, ÉGLISE CATHOLIQUE	BFC SHILO	SHILO	Triangle Tube		31-Dec-19
SERPENTIN DE TUBES A EAU	B-21394		BÂT. T98, ÉGLISE CATHOLIQUE	BFC SHILO	SHILO	Triangle Tube		31-Dec-19
SERPENTIN DE TUBES A EAU	B-21395		BÂT. T98, ÉGLISE CATHOLIQUE	BFC SHILO	SHILO	Triangle Tube		31-Dec-19
Reservoir d'air	B-904		BFC SHILO	BÂT. T101 - ÉCOLE O'KELLY	SHILO			21-Jun-19
	B-906		BFC SHILO	BÂT. T101 - ÉCOLE O'KELLY	SHILO			5-Sep-19
	B-1101		BFC SHILO	T102 GREENWOOD SCHOOL, BFC	SHILO			5-Sep-19
	B-1102		BFC SHILO	T102 GREENWOOD SCHOOL, BFC	SHILO			5-Sep-19
	B-23401		BÂT. L1142	BFC SHILO	SHILO	Less Manufacturing	3	3-Mar-17
	B-24482		BFC SHILO	BÂT. G4 - 77 ^e RÉGIMENT DES LIGNES	SHILO			2-Jan-20
	B-24493		BFC SHILO	BÂT. G4 - BÂT. REC (PAT NOIRE)	SHILO			4-Jul-19
	B-24494		BFC SHILO	BÂT. Q101 - TRANSPORT DE LA BASE	SHILO			2-Jan-20
	B-24495		BFC SHILO	BÂT. Q101 - TRANSPORT DE LA BASE	SHILO			2-Jan-20
	B-24496		BFC SHILO	BÂT. L134 - POLICE MILITAIRE	SHILO			31-Dec-19
Chaudière à serpentins d'eau n° 2	B-22228	M765.54	50, Donoir	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Triangle Tube		18-Nov-19
Reservoir d'air	B-25128		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN		922159	18-Nov-19
Reservoir d'air	B-25129		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN		2219280	18-Nov-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-15010	H523.5C	ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	MANCHESTER	80164	18-Nov-19
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-22971		ÉTABL. STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	MANCHESTER	8087164	18-Nov-19
Chaudière sectionnelle en fonte	B-14499	H7268.512365	ÉTABL. STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Well Main	980170	18-Dec-19
TUBE DE FUMÉE	B-14580	T2197.4	ÉTABL. STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Cleaver-Brooks		18-Sep-18
CHAUDIERE A TUBES DE FUMÉE	B-1497	T2197.4	ÉTABL. STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Cleaver-Brooks		29-Jun-18
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-8717	C7228.4	ÉTABL. STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Falwell	5210031	27-Sep-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-22000		INDUSTRIEL	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Triangle Tube		18-Nov-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-22080		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN - NOUVEAU BAT.	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Triangle Tube		18-Nov-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-22180		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN - CENTRALE	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Triangle Tube		18-Sep-18
	B-8713		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN	Aubrout 7, Stony Mountain	STONY MOUNTAIN	Cleaver-Brooks		27-Sep-19
	B-8722		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN	AUTO ROUTE 7	STONY MOUNTAIN			18-Dec-19
	B-8725		ÉTABLISSEMENT DE STONY MOUNTAIN	AUTO ROUTE 7	STONY MOUNTAIN			18-Dec-19

Tube à ailettes vertical	B-19938	T7770.24	BÂT. DU CENTRE RÉGIONAL DES DONNÉES FISCALES	66 STAPON RD.	WINNIPEG	AERCO		16-Dec-19	2010
Tube à ailettes vertical	B-19939	T7770.24	BÂT. DU CENTRE RÉGIONAL DES DONNÉES FISCALES	66 STAPON RD.	WINNIPEG	AERCO		16-Dec-19	2010
Tube à ailettes vertical	B-19940	T7770.24	BÂT. DU CENTRE RÉGIONAL DES DONNÉES FISCALES	66 STAPON RD.	WINNIPEG	AERCO		16-Dec-19	2010
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-6771	H1291.4	BÂT. DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co	5860387	5-Nov-19	1989
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-6772	C6406.1-0	BÂT. DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co	5406499	5-Nov-19	1977
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-12690	H1291.4	BÂT. DU GARAGE DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co	5860388	5-Nov-19	1989
TUBES D'EAU	B-210	D9571.4	BÂT. DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Cleaver-Brooks		5-Nov-19	1977
TUBES D'EAU	B-212	D9574.4	BÂT. DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Cleaver-Brooks	541072	15-Dec-16	1977
TUBES D'EAU	B-213	D9571.1-0	BÂT. DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Cleaver-Brooks		5-Nov-19	1977
TUBES D'EAU	B-14547	3109.4	BÂT. DE LA GRC	1091, AV. PORTAGE	WINNIPEG	Fulton		5-Nov-19	2003
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-6866	F0627.4	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG	MANCHESTER	5774796	14-Nov-19	1985
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-21980		DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG	Bryan	98142	11-Oct-18	
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-21961		DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG	Bryan	98141	14-Nov-19	
sec. en fonte	B-21965		DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG			14-Nov-19	
CHAUDIERE À TUBES D'EAU	B-21962		DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG	Bryant Steam Corp.		14-Nov-19	2011
CHAUDIERE À TUBES D'EAU	B-21963		DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG	Bryant Steam Corp.		14-Nov-19	2010
CHAUDIERE À TUBES D'EAU	B-21964		DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	510, BOUL. LAGIMODIÈRE	WINNIPEG	Bryant Steam Corp.		14-Nov-19	2010
Réservoir d'air - Compresseur	B-14607		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (Iloc)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	MANCHESTER	5107972	17-Dec-19	
Réservoir d'air - Horizontal	B-1731	H1291.5C	(BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Steel Fab		17-Dec-19	1995
Réservoir d'air - Vertical	B-13714	F0627.1C	(BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	MANCHESTER	51021623	17-Dec-19	1994
Réservoir d'air - Vertical	B-13716	F0628.1C	(BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	MANCHESTER	51018639	17-Dec-19	1994
Réservoir d'air - Vertical	B-25159		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		844342		
Réservoir d'air - Vertical	B-25180		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		844341		
Réservoir d'air - Vertical	B-25184		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		844340		
Réservoir d'air - Vertical	B-25185		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		853704		
Réservoir d'air - Vertical	B-25186		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		853702		
Réservoir d'air - Vertical	B-25187		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		844338		
Réservoir d'air - Vertical	B-25188		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		844339		
Réservoir d'air - Vertical	B-25189		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		853705		
Réservoir d'air - Vertical	B-25190		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		853703		
Réservoir d'air - Vertical	B-25191		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		844343		
Réservoir d'air - Vertical	B-25192		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		853701		
Réservoir d'air - Vertical	B-25193		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		878744		
Réservoir d'air - Vertical	B-25194		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		878743		
Réservoir d'air - Vertical	B-25195		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		878745		
Réservoir d'air - Vertical	B-25196		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		878742		
Réservoir d'air - Vertical	B-25197		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		878741		
Réservoir d'air - Vertical	B-25198		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		57723		
Réservoir d'air - Vertical	B-25199		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		57720		
Réservoir d'air - Vertical	B-25200		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		57121		
Réservoir d'air - Vertical	B-25201		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		57122		
CUISSEUR DE DÉCHETS BIOLOGIQUES	B-13735	T2189.4	(BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	AlWeld Co., Ltd.	5425	17-Dec-19	1995
DEGAZEUR	B-16142	T2154.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	A.S. LEITCH	183778	18-Dec-19	1994
CHAUDIERE ELECTRIQUE	B-17150	T2362.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	820, AV. ELGIN	WINNIPEG	Precision		19-Dec-19	2005
CHAUDIERE ELECTRIQUE	B-17151	T2362.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	820, AV. ELGIN	WINNIPEG			19-Dec-19	2005
Réservoir de dilution	B-13725	H6828.4	(BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Clemmer Industries LTD	5190443	17-Dec-19	1994
Réservoir de dilution	B-13778	C4459.65	(BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	WESSELS COMPANY	254696	17-Dec-19	1994
Réservoir de dilution	B-13779	C4459.65	(BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	WESSELS COMPANY	254697	17-Dec-19	
Réservoir de dilution	B-19672	T2144.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	CLEMMER	51182165	17-Dec-19	2003
BALLON DE DÉTENTE	B-13744	T2229.4	(BLOC C)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	PENN SEPARATOR CORP.		17-Dec-19	1995
ÉCHANGEUR DE CHALEUR AU GL'VOOL	B-13742	T2238.4	(BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY		17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR AU GL'VOOL	B-13749	T2237.4	H)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY		17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR AU GL'VOOL	B-13750	T2237.4	H)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY		17-Dec-19	1994

ÉCHANGEUR DE CHALEUR	B-13754	T2238.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY	17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR	B-13755	T2228.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC C)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY	17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR	B-13756	T2238.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC A)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY	17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR	B-13763	T2235.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY	17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR	B-15173	T2238.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC A)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY	17-Dec-19	1994
ÉCHANGEUR DE CHALEUR (Glycol)	B-13753	T2238.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC C)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	ITT FLUID TECHNOLOGY	17-Dec-19	1994
Appareil à pression	B-13717		PBSMT	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Steel Fab	17-Dec-19	
Appareil à pression	B-15172	L-4036.5C	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Steel Fab	17-Dec-19	2002
Appareil à pression	B-15175	T2145.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	CLEMMER INDUSTRIES LTD	17-Dec-19	1994
APPAREIL A PRESSION – RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-14046	F0627.1C	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC H)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	MANCHESTER	17-Dec-19	1998
Appareil à pression??	B-20210		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Clemmer Industries	17-Dec-19	
Appareil à pression??	B-20211		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Clemmer Industries	17-Dec-19	
Appareil à pression??	B-20763		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Clemmer Industries	18-Dec-19	
Appareil à pression??	B-20796		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1050, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Liberty	17-Dec-19	
Appareil à pression??	B-24045		Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1050, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	Morganston PV	17-Dec-19	
APPAREIL A PRESSION – CUISEUR DE DÉCHETS BIOLOGIQUES	B-19588	T3948.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	CLEMMER	17-Dec-19	2009
APPAREIL A PRESSION – RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-14049	F0627.1C	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC A)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	MANCHESTER	17-Dec-19	1998
RESERVOIR DE SEPARATION	B-13751	T2228.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC A)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	PENN SEPARATOR CORP.	17-Dec-19	1995
RESERVOIR DE DILATION VERTICAL	B-13723		BLOC P	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	WESSELS COMPANY	17-Dec-19	
BALLON DE DÉTENTE VERTICAL	B-13732	T2230.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC N)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	PENN SEPARATOR CORP.	17-Dec-19	1995
BALLON DE DÉTENTE VERTICAL	B-13733	T2231.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC P)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	PENN SEPARATOR CORP.	17-Dec-19	1995
BALLON DE DÉTENTE VERTICAL	B-13734	T2231.4	Centre scientifique canadien de santé humaine et animale (BLOC H)	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG	PENN SEPARATOR CORP.	17-Dec-19	1995
	B-16646		CENTRE SCIENTIFIQUE CANADIEN DE SANTÉ HUMAINE ET ANIMALE	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		18-Dec-19	
	B-16647		CENTRE SCIENTIFIQUE CANADIEN DE SANTÉ HUMAINE ET ANIMALE	1015, RUE ARLINGTON	WINNIPEG		18-Dec-19	
Réservoir d'air	B-13822	C7228.4	QG DAC 1, bat. 25	25 Airforce Way	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co.	17-Jul-19	1996
Réservoir d'air	B-19602	M3330.5C	HANGAR 25	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	Steel Fab	19-Jul-19	2008
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-7616	C6405.1-9T	INSTALLATION DE CHAUFFAGE CENTRAL, BAT. 51, BFC	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co.	17-Jul-19	
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-9144	P-9144	BFC – MANEGE MILITAIRE DE MINITO	969, AV. ST-AMATTHEWS	WINNIPEG	MANCHESTER	28-Aug-19	1994
Chaudière sectionnelle en fonte	B-16895	K5646.1-90TY	BAT. AILE 17 # 136, BFC	100 WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	Weld Main	17-Dec-19	2004
Chaudière sectionnelle en fonte	B-16896	K5646.1-90TY	BAT. AILE 17 # 136, BFC	100 WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	Weld Main	17-Dec-19	2004
Refroidisseur (R-134A)	B-19600	M5509.52416	BAT. 25 BFC	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	McQuay	18-Jul-19	2007
Refroidisseur (R-134A)	B-19601	M5509.52416	BAT. 25 BFC	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	McQuay	18-Jul-19	2007
CHAUDIERE A AILETTES	B-3877	E5528.4	BAT. 33, CENTRE COMMUNAUTAIRE, WESTWIN	700 WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	SLANT FIN	17-Dec-19	1993
CHAUDIERE A AILETTES	B-3878	E5528.4	BAT. 33, CENTRE COMMUNAUTAIRE, WESTWIN	700 WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	SLANT FIN	17-Dec-19	1993
CHAUDIERE A AILETTES	B-3879	E5528.4	BAT. 33, CENTRE COMMUNAUTAIRE, WESTWIN	700 WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	SLANT FIN	17-Dec-19	1993
TUBE DE FUMEE	B-22867	A8444	BAT. 85	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG		17-Jul-19	2015
Appareil à pression	B-20086		BFC, BAT. 51 – CENTRALE DE CHAUFFAGE	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	Clawer Brooks	8-Aug-18	1992
TUBES D'EAU	B-14337	HL2622.534	NGSM CHIPAWA	VOIE NAVALE 1	WINNIPEG	Ajax Boiler Co.	17-Jan-20	1999
TUBES D'EAU	B-14338	HL2622.534	NGSM CHIPAWA	VOIE NAVALE 1	WINNIPEG	Ajax Boiler Co.	17-Jan-20	1999
Chaudières à tubes d'eau	B-12833	K1164.4	QG du Commandement aérien BAT. 25	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	PATTERSON-HELLEY	17-Dec-19	1995
Chaudières à tubes d'eau	B-12834	K1164.4	QG du Commandement aérien BAT. 25	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	PATTERSON-HELLEY	17-Dec-19	1995
Chaudières à tubes d'eau	B-12835	K1164.4	QG du Commandement aérien BAT. 25	CHEMIN WHYTEWOLD	WINNIPEG	PATTERSON-HELLEY	17-Dec-19	2000
Chaudières à tubes d'eau	B-13051	6361.4	BAT. 75, CENTRE DE FORMATION DE MÉDECINE DE L'AIR	RUE WEST – WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	Raypak Co., Inc.	17-Dec-19	1996
Chaudières à tubes d'eau	B-13052	6361.4	BAT. 75, CENTRE DE FORMATION DE MÉDECINE DE L'AIR	RUE WEST – WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	Raypak Co., Inc.	17-Dec-19	1996
Chaudières à tubes d'eau	B-23416	6361.4	BAT. 75, CENTRE DE FORMATION DE MÉDECINE DE L'AIR	RUE WEST – WHYTEWOLD RD	WINNIPEG	Raypak Co., Inc.	17-Jul-19	1996
	B-8254		BFC, WESTWIN	HANGAR 10 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19	
	B-8257		BFC, WESTWIN	BAT. 84 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19	
	B-8265		BFC, WESTWIN	BAT. 100 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	
	B-11988		BFC, WESTWIN	BAT. 77 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	
	B-13817		BFC, WESTWIN	BAT. 55 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	
	B-13818		BFC, WESTWIN	BAT. 55 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	
	B-13820		BFC, WESTWIN	HANGAR 16 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	
	B-15472		BFC, WESTWIN	BAT. 70 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	
	B-15899		BFC, WESTWIN	BAT. 55 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19	

	B-15900	BFC. WESTWIN	BAT. 76 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19
	B-16379	BFC. WESTWIN	BAT. 79 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-16846	BFC. WESTWIN	BAT. 136 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-16847	BFC. WESTWIN	BAT. 75 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-17348	BFC. WESTWIN	BAT. 129 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-19109	BFC. WESTWIN	HANGAR 16 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-19110	BFC. WESTWIN	HANGAR 16 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-19626	BFC. WESTWIN	BAT. 96 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19
	B-20773	BFC. WESTWIN	BAT. 88 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-21614	BFC. WESTWIN	BAT. 129 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-21615	BFC. WESTWIN	BAT. 129 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-21616	BFC. WESTWIN	BAT. 77 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-22709	BFC. WESTWIN	HANGAR 16 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19
	B-22580	MANAGE MILITAIRE DE MCGREGOR	551, AV. MACHRAY	WINNIPEG		23-Dec-19
	B-23582	MANAGE MILITAIRE DE MCGREGOR	551, AV. MACHRAY	WINNIPEG		23-Dec-19
	B-24117	BFC. WESTWIN	BAT. 62 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		17-Jul-19
	B-24118	BFC. WESTWIN	HANGAR 16 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19
	B-24530	BFC. WESTWIN	BAT. 33 – WHIURI ROAD	WINNIPEG		18-Jul-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-14133	DETACHEMENT AERIEN DE LA GRC	145 WEST HANGAR LINE RD	WINNIPEG		19-Dec-19
Chaudière N° 1	B-20851	T7770.24	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	AERCO	20-Dec-19
Chaudière N° 2	B-20852	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	AERCO	20-Dec-19
Chaudière N° 3	B-20853	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	AERCO	20-Dec-19
Chaudière N° 4	B-20854	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	AERCO	20-Dec-19
Chaudière N° 5	B-20855	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	AERCO	20-Dec-19
Chaudière N° 6	B-20856	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	AERCO	20-Dec-19
Chaudière à vapeur électrique	B-21381	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	20-Dec-19
A déléminer	B-20903	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Cleaver-Brooks	29-Jan-19
A déléminer	B-20904	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Cleaver-Brooks	29-Jan-19
A déléminer	B-21146	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Steel Fab	20-Dec-19
A déléminer	B-21378	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	212137
A déléminer	B-21379	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	213076
A déléminer	B-21380	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	43866
A déléminer	B-21384	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	112111
A déléminer	B-21385	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	212037
A déléminer	B-21386	Laboratoire en environnement	745, AV. LOGAN	WINNIPEG	Seris	212047
RESERVOIR D'AIR HORIZONTAL	B-7746	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Fabweld	5316036
CHAUDIERE ELECTRIQUE	B-17149	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG		16-Dec-19
CHAUDIERE D'APPAREL A PRESSION	B-8033	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Cleaver-Brooks	16-Dec-19
CHAUDIERE D'APPAREL A PRESSION	B-13349	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Steel Fab	5576170
CHAUDIERE D'APPAREL A PRESSION	B-16677	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Burnhm	7500935
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-7749	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Precision	16-Dec-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-750	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Arthes	16-Dec-19
RESERVOIR D'AIR VERTICAL	B-752	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co.	5333921
Chaudière sectionnelle en fonte	B-22751	INSTITUT DES EAUX DOUCES DE L'UNIVERSITE DU MANITOBA	501 CR. UNIVERSITY	WINNIPEG	Steel Fabricating & Welding Co.	16-Dec-19
A confirmer	B-22519	CENTRE FEDERAL DE DOCUMENTS	1700, BOUL. INKSTER	WINNIPEG	Burnhm	5860798
			1700, BOUL. INKSTER	WINNIPEG		19-Dec-19
				WINNIPEG		19-Dec-19